

TRAGIQUE ACCIDENT DE LA ROUTE À BÉNI ABBÈS

L'ETAT AUX SOINS DES VICTIMES

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8361 LUNDI 8 DÉCEMBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

STATUT DE LA MAGISTRATURE

Le texte sous la loupe des députés

Page 3

SOMMET MINISTÉRIEL DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

LA FEUILLE DE ROUTE D'ALGER

L'Algérie a présidé, hier, les travaux du Sommet ministériel de la Conférence africaine des start-up (ASC 2025), sous la supervision du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, Noureddine Ouadah. Les discussions ont porté principalement sur la Déclaration ministérielle d'Alger, un document stratégique axé sur le soutien aux champions africains de l'innovation et aux entrepreneurs. Page 5



YOUCEF AOUCHICHE

Le FFS attaché à l'unité nationale

Page 2

EXAMENS DU PREMIER TRIMESTRE

Vers un retour à la semaine fermée

Page 6

COOPÉRATION MILITAIRE ALGÉRO-RUSSE

La corvette Boikiy fait escale à Alger

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

TRAGIQUE RENVERSEMENT D'UN BUS À BÉNI ABBÈS

L'Etat se mobilise pour les victimes

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, ont suivi de près la prise en charge des victimes et l'évaluation de l'ampleur de la tragédie suite au renversement d'un bus de voyageurs assurant la liaison Béchar–Tindouf, qui a coûté la vie à 14 personnes et a fait 34 blessés, selon le dernier bilan officiel.

La délégation gouvernementale, dès son arrivée dans la wilaya de Béchar, dans la soirée d'avant-hier, a immédiatement entamé une tournée dans les structures hospitalières où sont admis les blessés. Au nom du gouvernement, MM. Sayoud et Aït Messaoudène ont présenté leurs plus sincères condoléances aux familles endeuillées et ont souhaité un prompt rétablissement à l'ensemble des blessés. Les deux ministres ont également assuré de l'engagement total de l'Etat à mobiliser toutes les ressources nécessaires, qu'il s'agisse de moyens médicaux, psychologiques ou logistiques pour soigner, accompagner et soutenir les personnes touchées.

A l'Etablissement public hospitalier Tourabi-Boudjemâa, les deux ministres ont été informés de l'évolution de l'état de santé des six victimes évacuées dès les premières heures par la Protection civile. Les équipes médicales ont détaillé les protocoles appliqués, les actes chirurgicaux réalisés et les besoins supplémentaires en matériel et en personnel.

Le déplacement s'est poursuivi à l'hôpital militaire régional universitaire Dahmani-Slimane, où sont pris en charge quatre autres blessés, parmi lesquels plusieurs cas graves nécessitant un suivi intensif. La présence conjointe des autorités civiles et militaires a permis une coordination immédiate entre les différents intervenants, notamment dans l'éventualité de transferts supplémentaires vers des structures mieux équipées.

A l'issue de ces visites, M. Sayoud a déclaré que cette mission s'inscrivait dans une instruction directe du chef de l'Etat « afin de s'enquérir de l'état des blessés et suivre les mesures prises pour leur prise en charge ». Soulignant l'importance d'une réaction rapide et rigoureuse dans ce type de situation, le ministre a exprimé une profonde émotion face à la violence du drame, confiant être « sans voix » devant les scènes observées.

Il a également indiqué que selon les premières informations recueillies par les services compétents, l'accident serait dû à un excès de vitesse particulièrement élevé, précisant que « les premiers rapports montrent que le bus roulait à plus de 140 km/h alors qu'il transportait une cinquantaine de passagers ». Il a ajouté que le véhicule s'est renversé dans une zone isolée, dépourvue d'obstacles ou de trafic dense, excluant pour l'heure l'implication d'un autre véhicule. En outre, le ministre de l'Intérieur a rappelé la volonté ferme du président Tebboune de revoir en profondeur le cadre législatif régissant la sécurité routière. Il a souligné qu'« à la suite du tragique accident survenu à Oued El-Harrach, le chef de l'Etat a instruit le gouvernement d'engager une révision profonde du code de la route, en vue d'en promulguer une nouvelle version ». Il a ajouté que le texte devait être présenté hier, à 14 heures, au Parlement, mais son examen a été finalement reporté, soit pour aujourd'hui, soit pour une date ultérieure. L'objectif est de renforcer la prévention, durcir les sanctions en cas d'infractions graves, améliorer les dispositifs de contrôle, moderniser le parc de transport public et instaurer une culture citoyenne de prudence. Le ministre a, toutefois, tenu à souligner que, malgré les cadres législatifs, « la responsabilité individuelle demeure essentielle ».



Toutes les ressources mobilisées.

PRISE EN CHARGE OPTIMALE DES RESCAPÉS

Le ministre de la Santé a, pour sa part, souligné la rapidité et l'efficacité de l'intervention médicale, affirmant que « la prise en charge est optimale et conforme aux protocoles en vigueur pour ce type d'accidents ». Il a également mis en avant la coordination exemplaire entre médecins, paramédicaux et équipes de la Protection civile, qui ont permis de stabiliser plusieurs blessés grièvement atteints. M. Aït Messaoudène a ajouté que certains patients ont nécessité des transferts urgents vers des structures mieux équipées. Quatre d'entre eux ont été évacués vers Alger par un pont aérien spécial, mobilisé afin de garantir une continuité des soins dans les services spécialisés de traumatologie et de réanimation. M. Aït Messaoudène a également confié aux médias présents que l'un des cas les plus sensibles concerne une enfant ayant perdu son père et sa mère dans l'accident, actuellement suivie par une équipe pluridisciplinaire.

La délégation gouvernementale s'est ensuite dirigée vers la wilaya de Béni Abbès pour s'enquérir de l'état des autres blessés et s'assurer des conditions de prise en charge dans les structures hospitalières locales.

Par ailleurs, le ministère de la Défense nationale (MDN) a annoncé, dans un communiqué publié hier, l'évacuation en urgence de dix blessés, six militaires et quatre civils, vers l'Hôpital central de l'armée de Aïn Naâdja. Cette opération, réalisée sur instruction du général d'armée, Saïd Chanegriha, s'inscrit dans la mobilisation élargie des moyens militaires en cas d'accidents majeurs.

Pour rappel, l ‹accident s'est produit sur la RN 50 suite au dérapage et au renversement d'un bus de transport de voyageurs assurant la liaison entre Béchar et Tindouf, à 25 km de la région de Boulaadam, commune de Tabelbella, a précisé le commandant de la compagnie de la Gendarmerie nationale de Béni Abbès. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

Il convient de noter que le bus assurait la liaison entre Béchar et Tindouf, un trajet long et éprouvant, notamment sur des portions où les conducteurs sont tentés d'accélérer en raison de la faible densité de circulation. Les enquêteurs tentent désormais d'établir si des facteurs supplémentaires (fatigue du conducteur, non-respect des temps de repos, ou défaillance mécanique) ont pu contribuer au drame.

Au-delà de l'urgence, ce drame relance le débat national sur la sécurité routière, les comportements à risque, et la modernisation du transport inter-wilayas. Il rappelle également l'importance d'une prévention renforcée, dans un pays où les accidents de la route continuent de coûter, chaque année, des milliers de vies.

Sihem Bounabi

YOUCEF AOUCHICHE, DEPUIS BÉJAÏA :

«Le FFS est un parti attaché à l'unité nationale»

S'EXPRIMANT à l'ouverture de la rencontre fédérale des élus, élargie aux secrétaires de sections locales du parti, tenue à la maison de la Culture Taos-Amrouche, le premier secrétaire national du FFS, Youcef Aouchiche, a abordé de nombreuses questions de l'heure animant la scène politique nationale, dont les prochaines échéances électorales locales et nationales, les questions internationales, le programme politique du parti pour les prochains mois, ainsi que la situation économique du pays.

D'emblée, il a indiqué que « les élus sont des militants en mission au sein des institutions pour défendre les valeurs portées de tout temps par le parti depuis sa création ». Il n'a pas manqué ensuite de louer le rôle de Béjaïa, « très importante pour le parti », qualifiant la ville de « bastion de la démocratie et ville de la conscience, du savoir et du nationalisme, et le restera à jamais en dépit des nouveaux traîtres qui cherchent désespérément à diviser le peuple ».

M. Aouchiche a immédiatement rappelé que « le FFS est toujours debout, n'a pas changé de ligne directrice depuis 1963 en passant par les années 1990 et les années 2000 à ce jour », faisant observer qu'« il se bat pour l'Algérie, pour les droits des Algériens », et qu'il s'agit d'« un parti attaché à l'unité nationale ». Pour lui, « la préservation du pays est la responsabilité de tout le monde, la responsabilité du gouvernement, des autorités, des acteurs économiques, politiques et sociaux, et de la classe politique ». Poursuivant son long exposé, il a précisé : « Nous rejetons et nous n'acceptons pas les attaques dirigées contre notre pays. »

Le premier secrétaire national du parti a ensuite exprimé son exaspération face au « rétrécissement des espaces de liberté et d'organisation », affirmant que « nous devons semer l'espoir et nous battre en faveur du pays et pour le changement ».

Rappelant que cette rencontre de wilaya s'inscrit dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale des élus, qui sera exclusivement consacrée cette année à la préparation des prochaines échéances électorales locales et nationales, il a longuement développé les raisons qui ont poussé le parti à prendre part aux prochaines élections locales et législatives. Pour lui, il s'agit d'« une décision qui découle de notre volonté de préserver les espaces de liberté, de défendre les espaces d'organisation pacifique dans le pays et de donner plus de chance à l'alternative démocratique et sociale de s'exprimer ».

Il a ajouté : « Nous avons décidé de prendre part à ces échéances électorales afin de défendre un projet, une vision, et de partager avec nos concitoyens leur espoir de voir enfin édifié un pays en mesure de répondre à leurs aspirations légitimes sur le plan économique, social et politique. Des aspirations que nous avons toujours portées à l'occasion des échéances électorales et défendues avec nos concitoyens ». Poursuivant dans le même sens, il a expliqué : « Notre décision de prendre part à ces élections, que nous avons annoncée il y a six mois (de manière prématurée), est mue aussi par la volonté du parti de barrer la route à l'opportunisme politique qui s'exprime au grand jour et de donner plus de chance à la pratique politique de s'exprimer dans la société. »

Pour le responsable du parti de feu Aït Ahmed, « il y a une entreprise de dépolitisation de la société qui a pour objectif de saper le moral de nos concitoyens, d'asseoir un contrôle absolu sur la société et de vouloir substituer à la représentation démocratique de nouvelles formes de représentation qui n'ont aucun lien avec la souveraineté populaire qui est l'essence même et le socle de toute représentation démocratique ». « Nous voulons alerter nos concitoyens sur les dangers de la démission et de l'abstention, et sur les dangers que peuvent contenir les postures du je-m'en-foutisme ou le désintérêt observé quant à la continuité de notre Etat national ».

N. Bensalem

SOUTIEN DE L'ALGÉRIE AUX PEUPLES OPPRIMÉS

Du refus des ingérences au devoir de mémoire

Le rôle historique et contemporain de l'Algérie dans le soutien aux mouvements de libération, la défense des causes justes et la consolidation d'une vision africaine affranchie des ingérences a été mis en avant, hier, par Riadh Sidaoui, politique et directeur du Centre arabe d'études politiques et sociales de Genève.

Dès le début de son intervention, M. Sidaoui a affirmé, sur les ondes de la Radio nationale, que « l'Algérie est restée fidèle à la philosophie de sa Révolution. Elle soutient les peuples opprimés parce qu'elle a elle-même connu l'oppression ». Abordant la révolution de Novembre, M. Sidaoui a soutenu qu'elle constitue un événement historique et un repère politique et moral pour de nombreux peuples, expliquant que « la Révolution demeure l'un des modèles les plus puissants pour les mouvements de libération », un modèle qui a façonné, au fil des décennies, la perception internationale de l'Algérie.

Cette légitimité historique se manifeste encore aujourd'hui dans les positions fermes d'Alger sur les questions sahraouie et palestinienne. Le politologue a rappelé que l'Algérie fut parmi les premiers Etats à reconnaître la République arabe sahraouie démocratique et qu'elle continue de défendre, sur toutes les tribunes internationales, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Il a également souligné le soutien « constant et profondément ancré » de l'Algérie à la Palestine, rappelant l'engagement du Président et l'activisme diplomatique d'Alger sur cette cause.

Pour M. Sidaoui, l'Algérie joue un rôle central sur la scène africaine en prônant une diplomatie de stabilité et de non-ingérence. Elle défend le principe « Afrique – Afrique » et encourage les solutions internes aux crises, comme en Libye, où elle a soutenu un dialogue exclusivement libyo-libyen, jugé aujourd'hui « la seule solution viable pour une paix durable ». Par ailleurs, l'Algérie intervient activement dans la prévention et la gestion des conflits au Sahel, à travers les accords d'Alger et divers mécanismes régionaux, assumant un rôle que peu de pays africains peuvent jouer.



Fidèle à la philosophie de sa Révolution.

L'ENJEU STRATÉGIQUE DU DOSSIER MÉMORIEL

Interrogé sur le poids de la mémoire dans les relations entre Alger et Paris, Riadh Sidaoui a été catégorique : « L'histoire et la mémoire restent les principaux déterminants de la relation bilatérale », soutenant qu'il ne peut y avoir de normalisation durable sans reconnaissance des crimes commis durant un siècle et trente-deux ans de colonisation. Il a également souligné que l'Algérie a toujours été ferme sur ses exigences, qui sont la reconnaissance des crimes coloniaux, l'excuse officielle et un processus sérieux de réparation symbolique et morale.

Il a cité à ce sujet les déclarations du ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, qui a affirmé que « l'Afrique possède le droit complet d'obtenir réparation pour les crimes coloniaux ». Cette position, a noté M. Sidaoui, s'inscrit dans une dynamique continentale plus large visant à criminaliser le colonialisme sur les plans juridique, politique et historique. Par contre, il a relevé que la France a adopté une stratégie basée sur la formule « regarder vers l'avenir ». Une façon de « contourner la profondeur du traumatisme colonial », a expliqué le politologue.

Au-delà du face-à-face algéro-français, M. Sidaoui a appelé les pays africains à construire une position commune sur les grands dossiers stratégiques du continent. Selon lui, l'Afrique ne peut avancer sans une vision partagée et sans institutions solides capables d'imposer un véritable rapport de force sur la scène internationale. Il a relevé, en outre, l'obligation d'adopter officiellement le principe de criminalisation du colonialisme et d'avancer vers des mécanismes de réparation, assurant que cette démarche constitue « un acte de souveraineté, de dignité et de justice historique ».

M. Sidaoui a plaidé pour une intégration africaine plus poussée afin de bâtir une véritable économie continentale, un marché unifié et une stratégie commune de lutte contre le terrorisme, estimant que « si l'Afrique parle d'une seule voix, personne ne pourra l'ignorer ». Il a souligné l'importance du NEPAD dans la modernisation des économies africaines, tout en mettant en garde contre les ingérences étrangères qui freinent l'autonomie du continent. Selon lui, l'Algérie joue aujourd'hui un rôle moteur en faveur d'une identité africaine indépendante et s'appuie sur sa tradition diplomatique pour promouvoir le dialogue, la souveraineté et la solidarité, ce qui la place au cœur des initiatives africaines sur la scène internationale.

Sihem Bounabi

STATUT DE LA MAGISTRATURE

Le projet de loi devant l'APN

UNE SÉANCE plénière dédiée à la présentation du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature s'est tenue, hier, à l'Assemblée populaire nationale (APN). Au cours de celle-ci, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemâa, a exposé les principales orientations et dispositions du texte, élaborées, selon lui, « conformément à l'article 140 de la Constitution de 2020 ».

Sous délégation du président de l'APN, Ibrahim Boughali, le vice-président de l'Assemblée, chargé de la communication, de la culture et de la formation, Abdallah Harchaia, a présidé ladite séance, en présence du ministre Lotfi Boudjemâa, représentant le gouvernement, ainsi que de Nadjiba Djilali, ministre des Relations avec le Parlement.

En présentant le contenu de la loi dans son exposé, Lotfi Boudjemâa a, d'emblée, expliqué que le statut de la magistrature, actuellement en vigueur, adopté en 2004 dans le cadre de la Constitution de 1996, « n'est plus adapté aux transformations politiques, sociales et institutionnelles du pays ». Il a ajouté que « le nouveau projet de loi vise à aligner le système judiciaire sur les évolutions, qui viennent en application des dispositions de l'article 140 de la Constitution, et comporte 110 articles répartis sur trois axes ».

Le ministre a fait savoir que le premier axe du projet de loi tend à renforcer le rôle du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) dans la gestion des questions professionnelles et disciplinaires des magistrats. Cette réforme, a-t-il indiqué, s'inscrit dans le cadre des dispositions constitutionnelles, tout en respectant les règles définies par la loi organique, qui précise les modalités d'élection des membres du CSM, de même que son organisation et son fonctionnement. Selon ses déclarations, le projet propose, en ce sens, que le CSM soit « exclusivement responsable de la gestion de la carrière des magistrats, depuis leur nomination jusqu'à leur départ à la retraite ». Il a relevé que le projet prévoit aussi la validation des « programmes de formation continue et spécialisée destinés aux magistrats », qui seront élaborés et mis en œuvre par le ministère de la Justice.

Concernant le deuxième axe, le ministre a soutenu que l'objectif est de « consolider l'indépendance du juge et de préserver l'honneur de la profession judiciaire ». Il a, à cet égard, souligné que l'indépendance de la justice, déjà consacrée par la Constitution, ne peut être dissociée de l'indépendance du juge. « Celui-ci doit pouvoir exercer ses fonctions en toute autonomie, bénéficiant de moyens adaptés à cette fin », a-t-il dit.

Au demeurant, Lotfi Boudjemâa a avancé que ce document réglementaire « vise à renforcer les droits des magistrats, en particulier en matière de droits syndicaux, de congés, ainsi que de protection contre les menaces ou agressions qu'ils pourraient subir dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ».

Selon le ministre, ledit projet de loi intègre aussi des critères « clairs » pour la mutation des magistrats, dans le but de concilier les besoins de l'administration judiciaire et les droits du magistrat.

En définitive, le ministre a mis le point sur le troisième axe, qui porte sur « les mesures garantissant le bon fonctionnement du service public de la justice ». Dans ce cadre, il est proposé d'introduire « une période d'essai d'une année pour les magistrats nouvellement diplômés de l'Ecole supérieure de la magistrature ». Durant cette période, les magistrats seront placés sous supervision, et cette période pourra être renouvelée une fois, toujours selon le même intervenant.

Par ailleurs, « le projet de loi prévoit une interdiction de nommer ces magistrats dans des juridictions spécialisées, ou dans celles définies par des textes réglementaires, pendant cette phase d'essai », a-t-il précisé. Ces mesures ont pour objectif de garantir que les magistrats soient correctement formés et qualifiés avant leur affectation dans des fonctions judiciaires importantes, selon le ministre de la Justice.

Khalil Aouir

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE ALGÉRO-QATARIE

Un mémorandum d'entente signé à Doha

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali, a effectué hier une visite officielle à Doha à l'invitation de son homologue qatari, Hassan bin Abdullah Al-Ghanem. Au programme, des échanges sur la coopération parlementaire, le partage d'expériences et la signature d'un mémorandum d'entente visant à renforcer les liens entre les deux institutions, dans un contexte de coordination renforcée au sein des instances régionales et internationales. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de l'APN.

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Qatar, Saleh Atiya au siège du Conseil de la Choura, a constitué « une occasion d'échanges approfondis sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale, le dialogue parlementaire et le partage d'expertises entre les deux institutions. Les discussions ont également porté sur de nombreuses questions régionales et internationales d'intérêt commun », a précisé la même source.

Au cours de l'entretien, M. Boughali a félicité son homologue pour « sa reconduction à la présidence du Conseil de la Choura pour un second mandat, saluant son expérience et son engagement dans le renforcement du partenariat parlementaire, tant au niveau régional qu'international ». Il a également présenté ses vœux à l'État et au peuple qatari à l'occasion de la fête nationale du 18 décembre, mettant en avant les relations historiques étroites entre l'Algérie et le Qatar et soulignant l'essor économique et social impressionnant du pays hôte.

Le président de l'APN a exprimé « sa satisfaction quant à la qualité du travail accompli avec les représentants du Conseil de la Choura au sein des instances parlementaires régionales et internationales, mettant en avant leur compétence et leur professionnalisme ». Dans ce contexte, il a appelé à renforcer « le travail conjoint au sein de l'Union parlementaire arabe, afin de répondre aux attentes des peuples arabes, et d'intensifier la coordination des positions lors des forums internationaux ».

M. Boughali a également souligné « le rôle stratégique des groupes d'amitié parlementaire dans le partage des expériences législatives et de contrôle, et a appelé à étendre la coopération au domaine administratif ».

De son côté, M. Al-Ghanem a salué « le haut niveau des relations bilatérales et insisté sur la poursuite et le renforcement de ce partenariat. Il a également rendu hommage à la présidence de M. Boughali à l'Union parlementaire arabe, marquée par une avancée significative du travail parlementaire commun et du dialogue entre les parlements arabes ».

Les discussions ont été couronnées par la signature d'un mémorandum d'entente pour la coopération parlementaire entre les deux institutions, fondé sur des principes de confiance, d'égalité et d'intérêts communs.

Meriem D.



ORAN

Ouverture du 15e Salon national de l'innovation

LE SALON national de l'innovation a ouvert ses portes, hier, à l'École nationale polytechnique Maurice Audin à Oran, en partenariat avec l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI). Cet événement majeur constitue une plateforme privilégiée pour mettre en valeur les innovations locales, favoriser les partenariats entre chercheurs et acteurs économiques, et offrir aux investisseurs un aperçu des opportunités prometteuses dans le domaine de la technologie et de la créativité. La 15e édition du Salon national de l'innovation rassemble étudiants, enseignants-chercheurs, professionnels et investisseurs, offrant un cadre unique pour stimuler la créativité et encourager la collaboration entre le monde académique et le secteur économique. La première journée a été consacrée à la signature d'accords de coopération pour la création de centres de soutien à la technologie et à l'innovation au sein de l'INAPI et de diverses institutions économiques. «Cette manifestation constitue une vitrine des inventions déposées à l'INAPI durant l'année 2024-2025 et un espace d'échange entre les différents acteurs de l'écosystème national de l'innovation», a-t-il souligné. Le salon vise à encourager les porteurs d'idées et projets innovants, à détecter les initiatives à fort potentiel et à renforcer les passerelles entre la recherche et l'entreprise, dans l'objectif de valoriser les travaux scientifiques au niveau national, a-t-il fait savoir. Les participants ont assisté à une conférence de presse à la Bibliothèque centrale et ont découvert les stands de l'exposition. La première session d'ateliers a abordé la protection de la propriété intellectuelle, permettant aux participants de comprendre l'importance de sécuriser leurs créations et innovations. Les activités se sont poursuivies avec des ateliers pratiques portant sur l'enregistrement des brevets, des marques et des modèles industriels, ainsi que sur l'importance de la recherche dans les bases de données spécialisées. Les participants ont eu également l'occasion d'apprendre à rédiger un descriptif et une demande de brevet d'invention, tout en prenant part à la réunion annuelle des centres de soutien à la technologie et à l'innovation. Ces rencontres favorisent le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre chercheurs, professionnels et investisseurs. Le Salon se clôturera demain 9 décembre avec l'annonce des résultats du concours du meilleur innovateur de l'année 2025 et la remise des prix aux lauréats, couronnant ainsi les projets les plus prometteurs. Plus qu'un simple événement, le Salon national de l'innovation constitue un rendez-vous incontournable pour stimuler l'entrepreneuriat, valoriser les talents locaux et mettre en lumière le potentiel scientifique et technologique de l'Algérie.

D'Oran, Brahim Mazi

HYDROCARBURES ET MINES

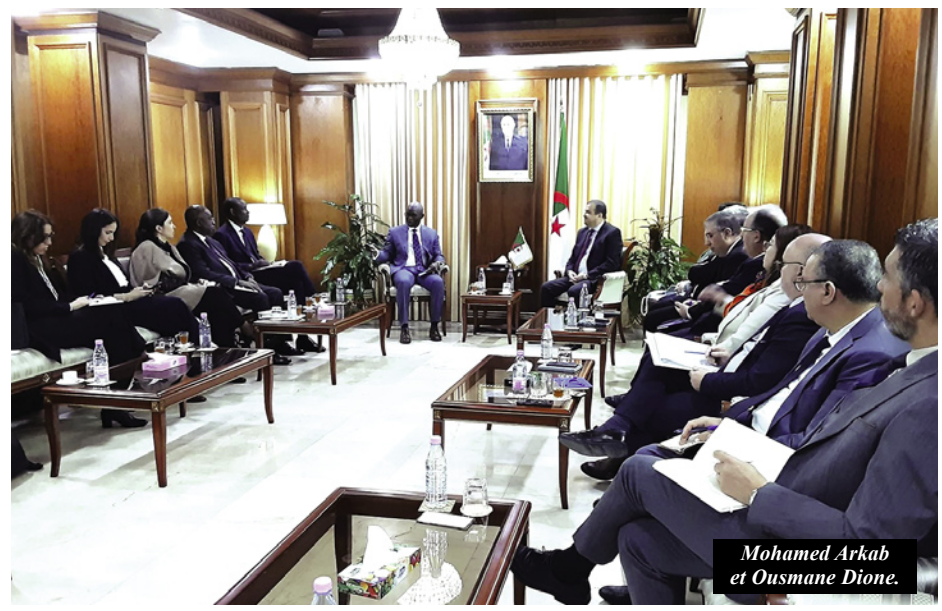
Un soutien de la Banque mondiale en vue

Les secteurs des hydrocarbures et des mines en Algérie devraient bénéficier du soutien technique et financier de la Banque mondiale, au vu de la dynamique de leur développement et de l'intérêt non seulement pour l'Algérie mais également au niveau international étant donné leur potentiel d'exportation.

C'est ce qui ressort de la rencontre du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, avec le vice-président de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan, Ousmane Dione, qu'il a reçu, hier, ainsi que la délégation qui l'accompagnait, au siège de son département ministériel.

Cette rencontre a permis d'évoquer «les perspectives de renforcement de la coopération entre l'Algérie et la Banque mondiale, notamment sur les plans technique et financier, l'échange d'expertise et le soutien aux projets stratégiques liés au développement des secteurs des hydrocarbures et des mines», a indiqué un communiqué du ministère, ajoutant que la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines chargée des Mines, Karima Bekir Tafer, a pris part à la rencontre. MM. Arkab et Ousmane Dione ont examiné, lors de cette réunion, les possibilités d'élargir leur coopération dans des domaines prioritaires, tels que les projets de développement des industries pétrolière, gazière et pétrochimique. Les discussions ont également porté sur le soutien aux «efforts nationaux de réduction des émissions et de diminution de l'empreinte carbone», notamment avec Sonatrach.

Concernant le secteur des mines, les deux parties ont passé en revue les moyens d'accompagner les grands projets structurels relatifs au domaine minier, en particulier ceux liés à la production de phosphates et d'engrais, ainsi qu'au traitement et au transport local des ressources minérales, notamment par voie ferroviaire. Ces grands projets ont une portée nationale ainsi qu'une portée hors frontière, sachant qu'une partie de la production est destinée à l'exportation. Pour ce faire, les lignes ferroviaires qui démarrent des régions d'extraction des minerais (Tindouf à l'Ouest et Tébessa à l'Est) vers deux ports dans le nord du pays avancent à un rythme soutenu. A cette occasion, M. Arkab n'a pas manqué de présenter un panorama complet des orientations de la politique énergétique algérienne et des programmes de développement du secteur, notamment le renforcement des infrastructures d'hydrocarbures, le développement de l'hydrogène et la promotion d'une exploitation optimale des ressources minérales.



Mohamed Arkab et Ousmane Dione.

Il a également mis en avant le programme national de dessalement d'eau de mer et le rôle du secteur pour garantir l'approvisionnement du marché intérieur en produits pétroliers et fournir des matières premières aux industries manufacturières.

Dans ce contexte, le ministre a souligné la contribution de l'Algérie au soutien de la sécurité énergétique aux niveaux régional et international, grâce à la fiabilité de ses exportations d'hydrocarbures et à ses programmes visant à accroître les capacités de production, à développer les industries pétrochimiques, à promouvoir les technologies de valorisation des ressources, à réduire les émissions et à capter le carbone.

Dans le secteur minier, le ministre est revenu sur l'état d'avancement des grands projets en construction, tels que ceux d'extraction et de traitement du phosphate et de production d'engrais phosphatés, celui de fer de Gara Djebilet, ainsi que celui d'extraction de zinc et de plomb de Tala Hamza et Amizour. M. Arkab a souligné que lesdits projets permettront de fournir des matières premières aux industries locales et d'accroître la valeur ajoutée nationale, en plus de l'exploitation des minéraux stratégiques, notamment ceux liés à l'industrie des énergies renouvelables et à leur stockage.

Pour sa part, Ousmane Dione a salué la dynamique positive des secteurs des hydrocarbures et des mines en Algérie, soulignant la volonté de la Banque mondiale d'approfondir sa coopération et d'apporter un soutien financier et technologique aux projets prioritaires, notamment ceux liés aux industries pétrolière, gazière et pétrochimique. Il a également mis l'accent, selon le même communiqué, sur la coopération dans le développement de l'activité minière, la valorisation des ressources primaires et leur transport, en particulier par voie ferroviaire, de manière à contribuer à un développement économique durable et à la création d'emplois.

T. Gacem

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal ambitionne de lancer une usine à Oman

LE GROUPE pharmaceutique Saidal a de grandes ambitions. Il vise l'internationalisation. Après avoir conquis des marchés africains en y exportant différents produits, il projette, cette fois-ci, non seulement d'élargir son marché à l'export, mais d'ouvrir une usine à l'étranger. Dans ce cadre, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, s'est envolé vers Mascate, la capitale du Sultanat d'Oman, où il s'est entretenu avec le ministre omanais de la Santé, Hilal bin Ali Al-Sabti.

Les discussions entre les deux hauts responsables ont abordé les modalités de «lancement d'une usine du groupe Saidal au Sultanat d'Oman», a indiqué un communiqué du ministère algérien de l'Industrie pharmaceutique, ajoutant que la visite de Ouacim Kouidri a débuté, hier et se poursuivra jusqu'au 9 décembre courant.

«Cette usine sera dédiée à la production des médicaments, sous leurs formes solides et liquides, en vue de répondre aux besoins du marché omanais et des pays voisins», est-il précisé dans le même communiqué.

Ve projet en question, est-il souligné de même source, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et du Sultan d'Oman, Haitham ben Tariq, visant à renforcer les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays.

Au cours de cette réunion qui s'est tenue au siège du ministère omanais de la Santé, plusieurs autres dossiers ont été examinés, dont la reconnaissance mutuelle en matière d'enregistrement des médicaments entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), et son homologue omanaise, ce qui permettra d'augmenter la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, ajoute le communiqué. La nouvelle ambition affichée par le groupe Saidal de s'internationaliser vient après le succès rencontré par ses produits qui sont exportés vers plusieurs pays, notamment en Mauritanie, au Sénégal, au Tchad, en Libye et en Éthiopie sur le continent africain, ainsi qu'e, Irak et au Yémen au Moyen-Orient et ce, après la signature d'accords pour dynamiser ses ventes et développer son savoir-faire dans ces marchés émergents.

En octobre dernier, un nouveau contrat avait été signé la Libye, dans la continuité de ce qui avait été contenu à l'occasion de la foire commerciale intra-africaine tenue à Alger en septembre dernier.

Hamid B.

SOMMET MINISTÉRIEL DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

L'Afrique trace sa feuille de route à Alger

L'Algérie a présidé, hier, les travaux du Sommet ministériel de la Conférence africaine des start-up (ASC 2025), sous la supervision du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, Noureddine Ouadah. Les discussions ont porté principalement sur la Déclaration ministérielle d'Alger, un document stratégique axé sur le soutien aux champions africains de l'innovation et aux entrepreneurs.



Soutien aux champions de l'innovation.

A l'occasion de ce sommet ministériel dont les travaux entrent dans le cadre de la 4e édition de la Conférence africaine des start-up, qui se tient au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal à Alger, les ministres africains ont débattu les moyens de renforcer l'écosystème des start-up par une coopération africaine accrue, l'harmonisation des politiques publiques et la promotion des technologies sur le continent. Le Sommet ministériel de la Conférence africaine des start-up s'est tenu en présence de la vice-commissaire de l'Union africaine, Selma Haddadi, du commissaire de l'UA chargé de l'éducation, de l'enseignement et de l'innovation, de la commissaire chargée de l'énergie, ainsi que des ministres représentant différents pays africains.

Intervenant à cette occasion, le ministre Noureddine Ouadah a rappelé que l'ASC 2025, qui en est à sa quatrième édition, s'impose désormais comme un rendez-vous majeur en Afrique. Selon lui, le rôle de cette rencontre est de soutenir l'innovation, d'encourager la création de start-up et d'offrir aux jeunes Africains la possibilité de contribuer pleinement à l'économie nationale et continentale. Il a souligné que la réunion ministérielle constitue «le cœur battant» de la conférence. Cette session se concentre cette année sur deux axes majeurs.

Le premier concerne la valorisation des success stories africaines, démontrant le potentiel des start-up du continent à transformer l'économie africaine, à accélérer la transition numérique et à impulser une prospérité durable. Les ministres ont également passé en revue les politiques publiques engagées dans plusieurs pays, dont l'Algérie, pour favoriser l'intégration des jeunes innovants dans une économie fondée sur la connaissance. Le second axe porte sur les incitations fiscales et le financement de la recherche scientifique, deux leviers essentiels pour permettre l'émergence de start-up maîtrisant les technologies avancées et capables de rivaliser avec leurs homologues dans d'autres régions du monde.

M. Ouadah a indiqué que la Conférence africaine des start-up offre chaque année l'opportunité de mettre à jour la Déclaration d'Alger, reconnue comme un document officiel de l'Union africaine. Cette feuille de route, actualisée à chaque édition, pourrait devenir la référence stratégique unique du continent pour le développement de l'innovation et des start-up.

Selon le ministre, ce sommet vise également à renforcer la souveraineté technologique africaine, promouvoir un développement conçu «par des mains africaines» et offrir de réelles opportunités aux jeunes du continent pour bâtir une économie nouvelle, fondée sur la jeunesse, la connaissance et la maîtrise des technologies.

Rim Boukhari

SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DU CONTINENT

Les ministres africains adoptent la Déclaration d'Alger

RÉUNIS sous l'égide de l'Union africaine des télécommunications (ATU), les ministres africains des Télécommunications, des Technologies de l'information et de l'Économie numérique ont adopté la Déclaration d'Alger sur les plateformes numériques équitables, sûres et responsables en Afrique. Ce document vise à renforcer la souveraineté numérique de l'Afrique et à rééquilibrer ses rapports avec les grandes plateformes mondiales OTT (Over-The-Top). Cette adoption a été faite, hier, au Centre international des Conférences Abdellatif-Rahal, en marge des travaux de la Conférence africaine des start-ups (ASC 2025).

La Déclaration d'Alger établit les bases d'un nouveau cadre de négociation en Afrique. Elle prévoit notamment des règles équitables de contribution économique, des mécanismes de protection des données et de souveraineté numérique, ainsi que des normes d'utilisation responsable de l'intelligence artificielle. Elle introduit également des engagements nouveaux qui s'imposeront aux plateformes opérant sur le continent. Le texte s'inscrit dans un débat global, à l'image du règlement européen sur les services numériques, et ambitionne d'accroître la présence africaine dans la gouvernance du numérique international.

Les principaux engagements annoncés incluent la mise en place d'un cadre continental unifié pour les négociations avec les plateformes OTT, une contribution économique locale obligatoire englobant l'investissement, les infrastructures techniques et le développement des compétences, la protection des données africaines au sein du continent grâce à des centres de données et des plateformes souveraines, le respect des cultures, des langues et des valeurs africaines via des dispositifs de régulation des contenus, l'adoption de normes encadrant l'usage responsable de l'intelligence artificielle, ainsi que le renforcement de la protection des utilisateurs, particulièrement des femmes, des enfants et des catégories vulnérables. Avec ce texte, l'Afrique affirme sa volonté de défendre ses intérêts numériques et de bâtir un espace digital plus autonome. Dans une déclaration faite à cette occasion, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a souligné que cette initiative intervient dans le cadre de la quatrième édition de la Conférence africaine des start-ups, organisée parallèlement à la célébration de la Journée africaine des télécommunications.

Selon lui, les géants mondiaux de l'intelligence artificielle et des réseaux sociaux «exploitent aujourd'hui le continent en diffusant du contenu, en collectant des données personnelles et en tirant profit de ses richesses numériques, sans investissement, sans retour d'avantages et sans aucune forme de contrôle». Il a estimé qu'il est temps pour l'Afrique de passer «du rôle de simple spectatrice à celui de productrice de contenu et de décisionnaire».

Le ministre a expliqué que la Déclaration d'Alger propose la création de cadres juridiques permettant à l'Afrique d'élever sa voix sur la scène internationale et d'exiger de ces entreprises qu'elles investissent, créent des emplois et participent à l'économie africaine. Selon lui, le projet, désormais approuvé, sera soumis à l'Union africaine lors de la prochaine réunion prévue début 2026.

R. B.



ALGÉRIE – CHINE

Coopération dans les technologies spatiales

LA COOPÉRATION entre l'Algérie et la Chine se renforce chaque jour davantage par la signature de nouveaux accords et brasse de plus en plus de secteurs. Hier, l'entreprise publique Algérie Télécoms Satellite (ATS) et l'Agence spatiale algérienne (ASAL) ont signé deux mémorandums de coopération dans les domaines des technologies spatiales et satellitaires, avec la société chinoise Geespace. La cérémonie de signature de ces deux mémorandums s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, à l'issue de la «Journée des télécommunications africaines», organisée en marge de la 4e Conférence africaine des startups, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki et de l'ambassadeur de Chine en Algérie, Dong Guangli. Le premier accord, signé par le directeur générale d'ATS, Toufik Hentabli, et le président-directeur général de Geespace, Wang Yang, porte sur le développement, la fabrication et le déploiement d'appareils IT connectés à des satellites, afin de renforcer les capacités de l'Algérie dans ce domaine. Il porte ainsi sur deux points majeurs, à savoir la création d'une usine de fabrication des satellites en Algérie, créant ainsi la base industrielle nécessaire aux capacités nationales et régionales. Le deuxième volet de cet accord vise la création d'un centre dédié aux satellites, impliquant des applications, des innovations et des ressources locales durables. L'accord permet de «discuter des principes commerciaux ainsi que des termes et conditions potentielles pour un projet d'investissement et d'exploitation des solutions satellitaire en Algérie qui s'articulera sur plusieurs phases fondamentales, dont la réalisation s'inscrit dans une complémentarité séquentielle», selon les explications des responsables de l'ATS (filiale du groupe Algérie Télécom) à cette occasion. «Cette collaboration pourra s'étendre également à d'autres régions en Afrique selon l'évolution future des affaires, à partir de l'Algérie», ont-ils ajouté. S'agissant du deuxième accord, il a été signé par le directeur général de l'ASAL, Azzedine Oussedik, avec le président-directeur de la société chinoise. Cet accord vise à renforcer la coopération pour la fabrication de satellites en orbite basse, en permettant à l'Algérie de se positionner comme un leader en Afrique dans le secteur spatial. A l'issue de la cérémonie de signature, le ministre de la Poste et des télécommunications a souligné l'importance de ces deux accords, qui ont pour objectif «d'accroître les capacités nationales, de stimuler l'innovation et de permettre à l'Algérie de devenir un leader continental dans le domaine spatial». A noter que Geespace Technology Company Limited, activant dans le domaine des technologies spatiales et satellites, est une filiale du groupe chinois Zhejiang Geely Holding Group.

H. B.

HAUT CONSEIL ISLAMIQUE – UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Renforcement de la coopération scientifique et patrimoniale

LE HAUT Conseil islamique(HCI) et l'Université d'Oran 2 poursuivent leur partenariat avec des actions concrètes et stratégiques. Cette coopération s'est matérialisée hier par une formation spécialisée sur le classement international des revues scientifiques, en collaboration académique avec l'université, ainsi que par la participation au colloque national sur l'investissement des biens waqfs et le développement durable, réunissant des acteurs clés des secteurs économique et judiciaire.

La 85e session du Haut Conseil islamique s'est ouverte, dimanche, dans la capitale de l'Ouest, marquant une étape stratégique pour l'examen des questions nationales liées à la référence religieuse et à l'identité. A cette occasion, le président du HCI, Dr Mabrouk Zaid Al-Khair, s'est déplacé à Oran où il a été reçu par le wali, Ibrahim Oushan, pour le lancement officiel des travaux.

Lors de cette visite, le HCI et l'Université d'Oran 2 ont lancé des actions concrètes de coopération. Le premier volet porte sur une formation spécialisée sur le classement international des revues scientifiques, encadrée par les enseignants et cadres de l'université. Cette initiative vise à renforcer les compétences des cadres du HCI dans la gestion, la classification et la visibilité des publications scientifiques.

Le deuxième volet de cette collaboration concerne la participation au colloque national sur l'investissement des biens waqfs et le développement durable. Cet événement, organisé par l'Université d'Oran 2, a réuni des experts des secteurs économique et judiciaire ainsi que la chambre régionale des notaires, avec pour objectif de renforcer le partage d'expertise et de favoriser le développement durable dans la gestion des biens waqfs.

Le président du HCI a souligné l'importance de ces échanges. « Nous espérons que cette formation et ces rencontres permettront de renforcer la coopération entre le Conseil et l'université, de partager nos expériences et de bâtir des passerelles durables entre nos institutions », a-t-il dit.

De son côté, le recteur de l'Université d'Oran 2, le Pr Chaâlal Ahmed, a rappelé les fondements de ce partenariat : « En janvier 2025, nous avions signé une convention de coopération avec le Haut Conseil islamique. Aujourd'hui, nous concrétisons notre première action commune, avec une formation et la participation à ce colloque, afin de partager nos expertises et renforcer la visibilité scientifique et patrimoniale de nos institutions ».

Il a ajouté que cette collaboration démontre que les partenariats prennent vie à travers des actions concrètes, au service de la recherche scientifique et de la préservation du patrimoine religieux, et ce au bénéfice de toute la société.

Brahim Mazi

EXAMENS DU PREMIER TRIMESTRE

Vers un retour à la semaine fermée

Les examens du premier trimestre ont débuté, hier, dans l'ensemble des établissements scolaires du pays, dans une atmosphère globalement calme et organisée. Comme chaque année, cette période marque une étape importante pour les élèves, les enseignants et les familles, soucieux d'assurer le bon déroulement des évaluations.

Cette semaine d'épreuves intervient alors que plusieurs directions de l'éducation ont réintroduit, de manière progressive, le dispositif de la semaine fermée dans certaines écoles primaires, une mesure qui consacre entièrement une semaine aux évaluations et suspend temporairement les cours pour permettre aux enfants d'aborder leurs examens dans les meilleures conditions possibles.

Dans plusieurs wilayas, les directions de l'éducation ont décidé d'organiser les évaluations du 7 au 11 décembre dans un cadre exclusivement dédié aux examens. L'objectif affiché est de clarifier l'organisation des épreuves et d'assurer aux élèves un environnement calme, sans surcharge, notamment pour ceux de 5e année qui se préparent à l'évaluation nationale des acquis.

La mesure, prévue par la décision ministérielle n°269 du 11 novembre 2025, vise avant tout à unifier le rythme pédagogique et à garantir un suivi homogène entre les différentes écoles.

Toutes les directions de l'éducation n'ont toutefois pas adopté la semaine fermée. Certaines préfèrent maintenir le système habituel avec des examens répartis sur plusieurs jours, sans suspension des cours, estimant que le modèle traditionnel convient mieux à l'âge des élèves.

Cette diversité d'approches a créé quelques différences d'organisation d'une wilaya à l'autre, mais dans l'ensemble, les écoles ont su adapter leurs dispositifs avec souplesse, en privilégiant ce qui leur semblait le plus favorable au bien-être des élèves.

Malgré ces variations, les parents comme les enseignants rapportent un climat globalement apaisé, marqué par la volonté collective de préserver la concentration et la sérénité des enfants.

Dans les établissements ayant opté pour la semaine fermée, les dispositions suivantes ont été conçues pour faciliter l'organisation d'un calendrier d'examens concentré sur une seule semaine, une répartition équilibrée des épreuves matin et après-midi, des temps réservés aux corrections et aux révisions sous la supervision de l'équipe pédagogique, le maintien du programme habituel pour la première année et le préscolaire, afin d'éviter toute perturbation inutile.



Une étape importante.

Ces mesures visent avant tout à alléger la pression sur les élèves, en leur offrant un cadre clair et régulier.

Les partisans de la semaine fermée soulignent qu'elle permet de créer un environnement propice à la concentration, tout en offrant aux enseignants des conditions plus favorables pour corriger et accompagner les élèves. De leur côté, les enseignants et inspecteurs, qui préfèrent le système classique rappellent, qu'il est parfois plus adapté au rythme naturel du primaire et limite la fatigue liée aux longues périodes d'examen.

Ces deux visions traduisent surtout la volonté de protéger l'intérêt de l'élève et veiller à son confort psychologique.

Des spécialistes de l'éducation appellent enfin à replacer l'essentiel au cœur du débat, à savoir la qualité de l'enseignement, l'adaptation des méthodes pédagogiques et l'importance de préserver l'équilibre des enfants durant cette période.

Ils insistent sur la nécessité d'évaluer les effets du dispositif de la semaine fermée avant toute décision définitive, afin d'assurer une organisation qui reste en phase avec les besoins réels du cycle primaire.

Lynda Louifi

MARCOM CONFÉRENCE 2025

Le marketing à l'ère de l'IA

L'INTELLIGENCE artificielle (IA) s'impose aujourd'hui comme un levier essentiel de transformation dans les métiers du marketing et de la communication. En Algérie, cette dynamique a été au centre de la Marcom Conférence, organisée, hier, à Alger, sous le parrainage du ministère de la Communication.

Pour cette première édition, les organisateurs ambitionnent de créer un véritable espace d'échange entre professionnels du secteur, acteurs institutionnels, experts nationaux et internationaux. Un rendez-vous que Leïla Akli, directrice générale de PI Relations et coordinatrice de l'événement, décrit comme « une nécessité pour accompagner les mutations profondes que connaît notre profession sous l'impulsion de l'intelligence artificielle ».

Dans une déclaration accordée au Jeune Indépendant, en marge de la Conférence, Leïla Akli précise que la Marcom Conférence n'est pas seulement un simple événement, mais plutôt un moment-clé pour « repenser nos pratiques, comprendre les technologies émergentes et anticiper leurs impacts». « L'IA redéfinit les métiers de la communication et du marketing, et il est essentiel que les professionnels algériens puissent se former, débattre et s'adapter collectivement », insiste-t-elle.

Elle ajoute que cette rencontre s'inscrit dans un contexte où les entreprises, publiques comme privées, « expriment un besoin croissant d'accompagnement face à la digitalisation accélérée des métiers ».

Pendant deux journées, les participants auront accès à un programme riche, entre autres, des conférences thématiques, des panels d'experts, des ateliers dédiés à l'usage de l'IA, et des échanges sur les nouvelles stratégies data-driven et les évolutions du marketing digital.

Les discussions porteront notamment sur l'intégration des outils d'IA dans les campagnes de communication, l'essor du marketing prédictif, l'optimisation des processus décisionnels par la donnée, ainsi que les nouveaux rapports entre marques et consommateurs à l'heure des plateformes numériques.

Plusieurs experts animeront les différentes sessions, parmi lesquels Hadj Khelil, spécialiste en intelligence artificielle, qui abordera la complémentarité entre créativité humaine et technologie, Mouzahem Yahia, réalisateur, qui analysera le rôle du storytelling et de l'image dans la communication contemporaine ; Sid Ahmed Hamani, consultant en transformation digitale, qui reviendra sur la place des données et des technologies émergentes dans la performance marketing ; et enfin Arnault Chatel, enseignant et responsable du MBA Digital Marketing & Business à l'EFAP, qui évoquera les nouvelles approches communicationnelles à l'ère de l'IA générative.

Pour Leïla Akli, l'enjeu dépasse largement la simple mise à jour des connaissances. « Nous voulons construire une vision commune pour l'avenir du secteur. L'Algérie doit prendre part, de façon structurée, à la révolution numérique mondiale. Cela passe par la formation, l'innovation et la mise en réseau des professionnels ».

Elle souligne également que l'organisation d'un tel événement n'aurait pas été possible sans l'implication des partenaires du secteur : PI Relations, Trend Ads, Even's Com, Exposign et IRSM Global.

En réunissant chercheurs, experts, communicants, marqueteurs et décideurs, la Marcom Conférence ambitionne de renforcer les compétences, de stimuler l'innovation et de positionner le marketing et la communication au cœur de la transformation économique et technologique du pays.

Lynda L.

COUP D'ETAT AU BÉNIN

La tentative a échoué assure le gouvernement de Talon

Un groupe de militaires a affirmé ce dimanche 7 décembre avoir renversé le président Patrice Talon au Bénin. Tandis que leur déclaration tourne en boucle sur la télévision publique, le camp présidentiel assure que le chef de l'État est en sécurité et que la situation est déjà sous contrôle.



Capture d'écran des soldats du CMR annonçant la dissolution du gouvernement de Patrice Talon à la télévision béninoiseCapture d'écran des soldats du CMR annonçant la dissolution du gouvernement de Patrice Talon à la télévision béninoise. Le ministre de l'Intérieur béninois, Allassane Séidou, est apparu à la télévision nationale pour annoncer qu'une tentative de coup d'État avait été déjouée, rapporte le quotidien La Nouvelle Tribune. "Un groupuscule de soldats a engagé une mutinerie dans le but de déstabiliser l'État et ses institutions", a-t-il dénoncé, avant d'ajouter que les forces armées, "fidèles à leur serment", avaient "permis de garder le contrôle de la situation et de faire échec à la manœuvre". Le ministre a ensuite appelé la population à "vaquer normalement à ses occupations". Quelques heures plus tôt, sur la même chaîne, des militaires étaient apparus à l'antenne pour annoncer le renversement du président Patrice Talon. Ce groupe, qui se présentait comme le Comité militaire pour la refondation (CMR), avait également annoncé la suspension de la Constitution et de l'ensemble des partis politiques, et désigné le lieutenant-colonel Pascal Tigri comme "président du comité militaire". Cité par Al-Jazeera, le ministre béninois des Affaires étrangères assurait que le président était "en sécurité" et qu'une large partie de l'armée lui était restée fidèle. D'autres sources, relayées par l'AFP, affirmaient que la garde nationale reprend le contrôle et que le CMR ne serait "qu'un petit groupe qui contrôle uniquement la télévision". Selon les dernières informations de La Nouvelle Tribune, "treize personnes ont été arrêtées, dont douze parmi celles qui ont pris d'assaut" la chaîne publique, ainsi qu'"un ancien militaire radié des effectifs". ", Patrice Talon, 67 ans, est arrivé au pouvoir en 2016. Il avait annoncé qu'il quitterait ses fonctions l'an prochain, à l'issue de son deuxième mandat, les élections étant prévues en avril. Mais à l'approche de son départ, plusieurs voix l'accusaient de verrouiller le jeu politique. En cause : le rejet par la commission électorale de la candidature de l'opposant Renaud Agbodjo, faute de parrainage suffisant, laissant le champ libre au candidat du parti présidentiel, l'ancien ministre des Finances Romuald Wadagni, considéré comme favori pour le scrutin à venir.

R. I.

DONBASS

L'Europe persuade Zelensky de ne pas accepter le retrait des troupes

BLOOMBERG révèle une initiative européenne clé : convaincre Volodymyr Zelensky de ne pas retirer ses troupes du Donbass. Cette démarche intervient face à la crainte que Donald Trump suspende le soutien américain, poussant l'Ukraine à capituler. Confrontée à des relations tendues avec Washington, l'Europe cherche à éviter des scénarios désastreux. Dans le contexte de la publication de la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis et des efforts déployés par les États-Unis et la Russie pour régler le conflit ukrainien, Bloomberg a révélé l'objectif principal de l'Europe : convaincre Volodymyr Zelensky de ne pas accepter le retrait des troupes des forces armées ukrainiennes du Donbass. Selon l'article, l'Europe traverse une période très difficile dans ses relations avec les États-Unis, et tout semble indiquer que le président américain Donald Trump va cesser de soutenir l'Ukraine. Les dirigeants européens tentent d'éviter une situation où Volodymyr Zelensky, « épuisé », serait contraint, sous la pression des États-Unis, de retirer ses troupes des territoires occupés par Kiev. Deux scénarios pour l'Europe et l'Ukraine : mauvais et très mauvais Bloomberg, citant une source, a indiqué qu'à l'heure actuelle, Kiev et ses alliés européens avaient deux options. Le pire scénario serait « l'affaiblissement de la pression sur la Russie », l'interdiction pour l'Ukraine d'utiliser des armes américaines et l'arrêt de l'échange de renseignements avec Kiev, ce qui laisserait l'Europe « livrée à elle-même ». Une issue légèrement moins désastreuse serait une déclaration de Donald Trump selon laquelle ce conflit est désormais un problème européen, mais Washington continuerait à vendre des armes à l'OTAN pour les transférer ensuite à l'Ukraine et maintiendrait ses relations avec les services de renseignement ukrainiens. Le 5 décembre, la Maison Blanche a publié une nouvelle doctrine de sécurité nationale dans laquelle elle exigeait de l'Europe qu'elle assure elle-même sa propre défense. Le document indique également que l'administration américaine est en désaccord avec les responsables européens qui ont des « attentes irréalistes » concernant le conflit en Ukraine. D'après les médias occidentaux, cette nouvelle stratégie a choqué les pays européens. En Russie, elle a été qualifiée d'honnête. Le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov, a quant à lui caractérisé le document de « modeste gage » d'une poursuite constructive de la coopération pour le règlement du conflit ukrainien. Il a toutefois appelé à surveiller la mise en œuvre de ses dispositions, car l'administration américaine agit parfois de manière contraire.

R. I.

LE SOI-DISANT «CADEAU KALLAS»

Une Europe absente au moment où se négocie l'essentiel

LA LIGNE défendue par Kaja Kallas provoque des tensions croissantes entre alliés occidentaux et laisse l'Union européenne à l'écart des discussions décisives sur la paix en Ukraine, rapporte le Telegraph. Washington critique son inflexibilité, et des voix ukrainiennes dénoncent l'écart entre les principes qu'elle défend et la réalité du front. Quand un quotidien britannique, le Telegraph, l'un des journaux occidentaux les plus alignés sur la lecture ukrainienne du conflit et notoirement hostile à Moscou, titre que la cheffe de la diplomatie européenne est « un cadeau pour le Kremlin », on pourrait croire à une hyperbole ou même à une franche moquerie. En réalité, le message est limpide : dans la logique du Telegraph, une responsable aussi rigide et idéologique que Kaja Kallas ne sert ni l'Ukraine ni l'Union européenne, elle offre au contraire au Kremlin un avantage politique inespéré, au point de transformer la diplomatie de Bruxelles en véritable « cadeau empoisonné » pour ceux qui la pratiquent. Le quotidien raconte ainsi comment Kaja Kallas avertissait, il y a quelques mois encore, que la division occidentale serait « fatale » pour l'Ukraine. L'ironie est que cette division atteint aujourd'hui un niveau historique — et que c'est précisément la ligne de la cheffe de la diplomatie européenne qui aurait contribué à cet éclatement, constate l'auteur de l'article. À ses yeux, la Russie, les États-Unis et la Chine discutent déjà d'un règlement réel, pendant que Bruxelles, figée dans l'idéologie, reste enfermée dans des discours abstraits, soulignant que l'Europe est reléguée dans la salle d'attente, occupée à réécrire les passages qui la dérangent dans le plan de paix de Trump. Toujours selon le Telegraph, en refusant tout contact direct avec la Russie et en s'en tenant à de « grands principes », les dirigeants européens s'écartent eux-mêmes du processus, laissant au Kremlin une position d'autant plus solide dans la définition des paramètres futurs. Vient ensuite la question la plus simple de toutes, posée par le Telegraph de façon presque scolaire : soutenir l'Ukraine demande quoi, concrètement ? De l'argent, des armes et surtout des jeunes prêts à continuer à mourir au front. Sur ces trois points, l'UE est à court de tout. Les États membres traînent les pieds pour combler un déficit ukrainien de 60 milliards d'euros. Des gouvernements de plus en plus sceptiques apparaissent en Slovaquie, en Tchéquie, en Autriche, tandis que même l'Italie de Giorgia Meloni commence à freiner les livraisons d'armes. Ainsi, Kaja Kallas exige la victoire, mais sans plan crédible pour la financer. Face à cela, son idée phare est un prêt de 140 milliards d'euros garanti par les avoirs russes gelés en Belgique, c'est-à-dire un vol pur et simple. De son côté, sa collaboratrice, Ursula von der Leyen, est prête à invoquer des pouvoirs d'urgence pour contourner les réticences des États membres. Problème : la Banque centrale européenne et le FMI qualifient ce montage de tout sauf solide juridiquement. Le Premier ministre belge, Bart De Wever, va plus loin et déclare que l'idée de vaincre militairement la Russie est « une illusion complète ». « Désunion occidentale » La vraie question, écrit le quotidien, n'est donc pas de savoir si Kaja Kallas a de bonnes intentions, mais si sa ligne aide réellement l'Ukraine. Là encore, la réponse est embarrassante pour Bruxelles. En refusant de parler avec Moscou, en posant comme condition une « justice totale » avant toute paix, elle a contribué à exclure l'Europe de la phase finale des négociations.

R. I.

INVESTISSEMENT DANS L'AGRICULTURE SAHARIENNE À OUARGLA

Le Salon international se tiendra prochainement

SOUS LE THÈME « Cultures stratégiques, garantes de la sécurité alimentaire », la wilaya d'Ouargla accueillera la deuxième édition du Salon international de l'investissement dans l'agriculture saharienne du 5 au 8 janvier prochain. C'est ce qu'ont indiqué, hier, des organisateurs.
En marge de cette manifestation, se tiendra un colloque animé par des enseignants universitaires et des chercheurs, ainsi que des représentants d'instituts nationaux dans les activités agricoles, a fait savoir la même source, soulignant que le Salon rassemblera différents acteurs, professionnels et investisseurs agricoles.
Parmi les thèmes d'étude, « les contraintes de l'agriculture saharienne, les perspectives de développement de l'agriculture saharienne », précisant que « le patrimoine phœnicicole et les voies de sa valorisation, l'investissement agricole et les énergies renouvelables », en plus d'autres thèmes en rapport avec les moyens de dynamisation de l'agriculture saharienne pour réaliser la sécurité alimentaire et soutenir l'économie nationale.
Plusieurs opérateurs économiques, responsables d'entreprises publiques et privées, et représentants de sociétés étrangères spécialisées dans les semences et les produits phytosanitaires, prendront part au Salon.
Le Salon est organisé par la société « Souf-foires » des salons et expositions, en coordination avec la direction locale des Services agricoles, la Chambre de l'agriculture d'Ouargla et l'Institut national de vulgarisation agricole.

R. R.

LUTTE CONTRE LA DROGUE À ORAN

Saisie d'une quantité de drogues et de comprimés psychotropes

LES SERVICES de police d'Oran ont arrêté un dangereux trafiquant de drogues dures, membre d'un réseau criminel organisé, et saisi 4,5 kg de kif traité, 150 g de cocaïne ainsi que plus de 3.500 comprimés psychotropes.
C'est ce qu'a indiqué, hier, la Sûreté de wilaya.
Selon la même source, l'opération a été déclenchée à la suite d'informations parvenues à la Brigade de lutte contre la criminalité urbaine de la Sûreté de daïra de Bir El Djir, faisant état d'activités suspectes impliquant le mis en cause.
Les éléments de la brigade ont alors mis en place une surveillance étroite de ses déplacements, indique un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques.
Grâce au dispositif mis en place, le suspect a été interpellé à bord d'un véhicule qu'il utilisait pour le transport et la distribution de drogues au sein du tissu urbain, précise la même source.
La perquisition effectuée par les policiers a permis la saisie de 4,5 kg de kif traité, 150 g de cocaïne, 3 533 comprimés psychotropes de type «Ecstasy», ainsi qu'une somme de 17 500 DA et plusieurs téléphones portables.
Le suspect a été conduit au siège de la brigade de lutte contre la criminalité urbaine de Bir El Djir, où une enquête a été ouverte, conclut la Sûreté de wilaya.

R. R.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU TOURISME SAHARIEN À TIMIMOUN

Le potentiel touristique mis en lumière

Le rideau est tombé samedi soir sur la 7e édition du Festival international du tourisme saharien à Timimoun, une manifestation qui a mis en valeur les richesses touristiques et artisanales du Sud et renforcé la coopération entre les acteurs du secteur.



Intervenant lors de la cérémonie de clôture, tenue au théâtre de plein air, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a mis en avant le succès de cette manifestation, qui a mis en lumière les potentialités de la région et la destination touristique prometteuse du Sud algérien, comme un des leviers importants de l'économie national.
Ce festival a constitué une opportunité de faire la promotion des sites touristiques de la région, à travers l'organisation de circuits au profit des délégations participantes, notamment de représentations diplomatiques accréditées en Algérie, ainsi que des médias, en vue de contribuer à la promotion des sites touristiques du Sud, à échelles nationale et internationale, a souligné M. Souna Benamar.
Et de poursuivre que la manifestation a permis aussi de tisser des liens de coopération entre différents acteurs du secteur et de conclure des conventions entre les opérateurs dans les domaines du tourisme et de l'artisanat, susceptibles de booster la dynamique économique et de soutenir l'activité touristique dans le Sud, ainsi que d'encourager les jeunes à s'impliquer dans l'investissement et l'entrepreneuriat.
Les participants ont été unanimes à valoriser la destination touristique saharienne et à appeler à sa valorisation à échelles nationale et internationale, en plus de mettre l'accent sur le soutien de l'artisanat traditionnel et des métiers pour améliorer la commercialisation de leurs produits et de renforcer la formation des jeunes et leur intégration dans le tissu professionnel.
A l'issue du festival, ont été distingués les vainqueurs des concours organisés à l'occasion, dont celui du meilleur produit d'artisanat qui est revenu à Messaouda Oudène (El-Meniaa) pour le tissage traditionnel, et celui du meilleur plat traditionnel à Khelifi Fatna de l'association « Bouabet Es-Sahra » qui signifie (porte du Sahara) de la wilaya de Naama.
Le prix de la meilleure Khaïma (tente traditionnelle) a été décroché par l'association, Ness El-Gaada, de la wilaya de Bechar, et celui du meilleur produit innovant à l'association nationale des bénévoles d'Algérie, le meilleur produit journalistique à la Radio locale de Timimoun et la meilleure photographie au jeune Brahim Benhadjou. Plus de 800 participants issus des wilayas du Sud et des Hauts-plateaux ont pris part à la 7ème édition du Festival international du tourisme saharien, qui a vu aussi l'organisation de journées d'études animées par des experts nationaux et étrangers, des expositions d'artisanat traditionnel, en plus d'un programme artistique varié.

R. R.

EXTENSIONS URBAINES DE TIPASA

Installation de six transformateurs électriques

DANS le cadre des efforts visant à renforcer le réseau électrique en vue de développer et d'améliorer la qualité du service public, ainsi que la couverture de la demande croissante en énergie électrique, la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tipasa a procédé au renforcement des infrastructures du réseau de distribution par la réalisation de six transformateurs électriques au niveau des nouvelles extensions urbaines.
C'est ce qu'a indiqué la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.
Pour la réalisation de ces six nouveaux postes électriques d'une capacité de 630 kva, il s'agit notamment de la réalisation d'un transformateur électrique dotée d'une ligne de 900 mètres linéaires au niveau du Douar Serhane de la commune de Tipasa, ainsi que d'un autre poste avec un réseau de plus de 10 000 mètres linéaires au Douar Ben Nessah de la commune de Hattatba, des quartiers ayant connu des extensions urbaines nécessitant le renforcement de leur réseau par ces nouveaux équipements.
Deux autres postes électriques ont été réalisés dans la commune de Koléa, avec un réseau de 500 mètres linéaires, alors qu'un autre poste a été mis en service au lieu-dit «Bab El Gharb» de la commune de Cherchell.
Un 6e transformateur électrique a été installé au Douar Sidi Askar, dans les hauteurs de la commune montagneuse de Beni Melek, avec un réseau de 340 mètres linéaires. Selon la même source, ces projets, destinés à assurer l'alimentation en énergie électrique de plus de 4 000 foyers, s'inscrivent dans le cadre des efforts de la Direction du secteur visant à renforcer et moderniser les infrastructures électriques, garantir la stabilité du réseau et améliorer la qualité du service.

T. Bouhamidi

ADRAR

Clôture du Festival international du théâtre du Sahara

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé samedi soir à Adrar, la cérémonie de clôture du Festival international du théâtre du Sahara, maquée par la remise des prix aux lauréats.

S'exprimant lors de cette cérémonie, qui s'est tenue au Théâtre régional, Mme Bendouda a souligné que la wilaya d'Adrar a une fois de plus démontré son dynamisme, ainsi que son originalité, à travers cette manifestation culturelle.
La ministre a, à ce titre, salué l'engagement des jeunes passionnés de théâtre à Adrar, le niveau d'organisation du Festival et la qualité des œuvres présentées par les participants nationaux et étrangers.
Elle a, en outre, mis en avant l'aspect de formation, qui a bénéficié d'une attention particulière lors de cet évènement, notamment à travers des ateliers ayant suscité un vif engouement auprès des amateurs et des enfants intéressés par le théâtre.
Et d'ajouter que la participation de productions théâtrales internationales de haut niveau constitue une valeur ajoutée au développement du Festival d'Adar, qui continuera à bénéficier du soutien de son département ministériel.
Au cours de la cérémonie, ponctuée par diverses représentations théâtrales, à l'image de celle dédiée aux enfants, intitulée ‹'Un cadeau pour les enfants de Ghaza››, fruit des ateliers de formation organisés au cours du Festival, un hommage a été rendu à la famille du défunt artiste dramaturge, Ahmed Hammoumi.
Les œuvres théâtrales individuelles et collectives, récompensées dans les différentes catégories du Festival, concernent notamment celles du meilleur scénario, du meilleur texte dramatique, de la meilleure interprétation, de la meilleure mise en scène et de la meilleure production théâtrale, selon les organisateurs.



Le rôle du théâtre dans le soutien des causes justes de libération mis en avant
Par ailleurs, les participants à une rencontre organisée dans le cadre du Festival ont mis en avant, jeudi, le rôle du théâtre comme forme d'art efficace de résistance et de soutien aux causes justes de libération dans le monde.
Lors de cette rencontre tenue à la bibliothèque principale de lecture publique, Dr Mohamed Sayed Ahmed (Soudan) a, dans une communication intitulée «Le théâtre résistant au colonialisme et aux dictatures», retracé les grandes étapes de l'émergence du théâtre dans les pays arabes en général et au Soudan en particulier, en mettant l'accent sur la contribution du 4e art à la lutte contre le colonialisme et à l'éveil de l'esprit de libération chez les peuples.
De son côté, l'enseignant palestinien Ahmed El-Bassiouni de l'Université de Chlef a souligné la dimension nationale, révolutionnaire et militante du théâtre palestinien né dans des conditions d'occupation et d'exil, résistant aux tentatives de division des rangs du peuple, en prenant par exemple la pièce «Des cris de Ghaza».
Il a, à cette occasion, salué l'organisation de cette manifestation culturelle et son hommage à la Palestine, y voyant une traduction de «la ferme conviction de l'Algérie dans son soutien à la cause palestinienne», a-t-il dit.
Pour sa part, Dr. Achour Serga de l'Université de Ghardaia a mis en exergue le rôle du théâtre dans la confrontation au colonialisme et la préservation de l'identité nationale, sous ses dimensions psychologiques, sociales et anthropologiques.
Le même intervenant a également insisté sur l'importance de porter à la scène des œuvres puisant dans la mémoire nationale, à l'image des explosions nucléaires françaises à Reggane (Adrar), tout en soulignant l'importance d'accompagner le développement des nouvelles technologies dans le domaine théâtral.
L'artiste Mohamed Cherchal a, quant à lui, rappelé le rôle du théâtre algérien dans la promotion de la conscience nationale et la lutte contre toutes les formes de violence et d'extrémisme durant la Décennie noire, évoquant des performances telles que «Bit Ennar» et «Melodia». Le théâtre, selon lui, demeure un mode de résistance continu face aux aspects négatifs de la vie quotidienne.

R. C.

12e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ALGER

«Merci de rêver avec nous», de la Palestinienne Leila Abbas projeté à Ibn Zeydoun

LE LONG MÉTRAGE, «Merci de rêver avec nous», de la Palestinienne Leila Abbas, une immersion avec une pointe d'humour, dans les questions d'héritage en Palestine, a été projeté, samedi soir à Alger, en hors compétition du 12e Festival international du film d'Alger (AIFF).
Présenté à la Salle Ibn Zeydoun, en présence de son producteur, le Palestinien Hanna Atallah, le film, compris entre fiction et documentaire sorti en 2024, a été réalisé par Leila Abbas sur un scénario de sa plume, restituant en 92 minutes, l'histoire d'une intrigue familiale mettant en scène deux sœurs, brillamment rendues par Clara Khoury et Yasmine Masry.
Après la mort de leur père, les deux sœurs prévoient de s'approprier l'héritage avant que leur frère, établi aux États-Unis d'Amérique depuis très longtemps et qui a rompu toute relation avec sa famille, ne soit informé du décès de son père.
À travers les conflits familiaux et les tensions entre loi et désirs personnels, ce film, qualifié d'»intime», explore les émotions et l'épuisement du peuple palestinien, à travers un microcosme social qui aborde également les thèmes du souvenir après la perte d'un être cher et la quête d'une vie ordinaire et normale.
Ce long métrage tente également de comprendre, à travers une vision poignante de la résilience palestinienne, comment la mémoire collective et personnelle se manifestent face à l'adversité et aux défis de l'existence au quotidien.
Présenté en compétition officielle en octobre 2025, au 13e Festival International du Film Arabe d'Oran (FIFAO), «Merci de rêver avec nous» a remporté plusieurs distinctions, dont le Prix Orange d'argent du meilleur long métrage, ainsi que d'autres reconnaissances, à El Gouna (Egypte / 2024) et Cannes (France / 2025) notamment.
Bien accueilli en Algérie, le film de Leila Abbas annonce désormais, l›«émergence de nouvelles voix dans le cinéma palestinien». Née en 1980 et résidant à Ramallah, la réalisatrice palestinienne Leila Abbas mêle dans son regard artistique créativité et engagement envers les questions humaines et sociales.



Titulaire d'un master en production cinématographique et télévisuelle de la Royal Holloway de Londres, elle a été conférencière à l'Université d'El Qods et a dirigé le projet d'archive numérique au Musée palestinien. Jouissant d'une notoriété internationale après sa participation au Forum des talents du Festival de Berlin en 2019, Leila Abbas vise entre autres, à travers ses œuvres à «transformer les histoires palestiniennes en expériences artistiques impactantes, destinées pour un public universel».
S'articulant autour de la thématique des films engagés, avec un accent porté sur le Savoir, les Sciences et les dernières technologies dans les contextes, algérien, arabe et africain, le 12e Festival international du film d'Alger (AIFF), ouvert le 4 décembre dernier, accueille jusqu'au 10 du même mois 28 pays participants dont Cuba en invité d'honneur. Lors de la 12e édition de ce festival, la projection de plus de 100 films est programmée, entre Algériens et étrangers, dont la moitié en compétition officielle, répartie en catégories, longs métrages, courts métrages et documentaires et 51 films hors compétition animant les sections, «films cubains», «portes ouvertes sur la Palestine», «Panorama du cinéma algérien» et «Panorama Sud Global». En marge du 12e AIFF, la manifestation, «Marché du festival international du film d'Alger», se tiendra parallèlement à d'autres activités, notamment le laboratoire «Cine-Lab», qui propose des cours et des Masters-Class destinés aux étudiants dans les domaines des effets sonores et de l'écriture de scénarios, entre autres.

R. C.

COUPE ARABE FIFA 2025

Boulbina, un atout offensif pour Petkovic

Après la large victoire de l'Algérie face au Bahreïn (5-1) lors de la deuxième journée de la Coupe Arabe 2025, Adil Boulbina, l'attaquant des Verts, a adressé un message fort aux supporters, promettant de continuer à se surpasser pour satisfaire les attentes des fans.



Le joueur du club qatari Al-Duhail a été au cœur de ce succès au stade Khalifa International, participant directement à trois des cinq buts. Il a inscrit le deuxième et le cinquième buts de la rencontre (30e et 80e minutes) et offert une passe décisive pour le quatrième but de son coéquipier Redouane Berkane à la 48e minute. Après une première rencontre mitigée contre le Soudan, Boulbina a montré tout son talent et sa détermination à répondre aux critiques, affichant une grande concentration et une volonté de briller sur la scène arabe. À seulement 22 ans, le natif de l'académie de Paradou a déjà disputé 19 matches cette saison (17 avec Al-Duhail et deux avec l'équipe nationale A'), totalisant 16 contributions directes (10 buts et 6 passes décisives). Dans ses déclarations d'après-match, Boulbina a insisté sur l'importance de ce succès. «La victoire est un excellent résultat pour nous. Je souhaite bonne chance au Bahreïn pour la suite. C'est notre vrai niveau qui s'est exprimé aujourd'hui». Il a ajouté que la rencontre contre le Soudan avait été difficile, mais que l'équipe avait su se rattraper face aux Bahreïnis. «Le prochain match sera encore meilleur, avec le soutien des supporters qui nous donnent force et motivation», assure-t-il. Boulbina a également lancé un appel aux supporters. «Nous attendons encore plus de soutien dans les prochains matchs pour montrer notre puissance et défendre notre titre». L'attaquant espère surtout attirer l'attention du sélectionneur A Vladimir Petkovic, avec pour objectif une convocation pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations au Maroc et une préparation en vue de la Coupe du monde 2026.

BOULBINA À PROPOS DE BERKANE

«ON COMPTE ÊTRE LES NOUVEAUX BELAÏLI ET BOUNEDJAH DE L'ÉQUIPE A»

L'équipe d'Algérie A', après son faux pas face au Soudan, a parfaitement réagi en revenant avec autorité pour atomiser le Bahreïn lors de son deuxième match de poules de la Coupe arabe 2025. Une démonstration collective éclatante, portée par un duo en état de grâce : Redouane Berkane et Adil Boulbina. Face au Bahreïn, les deux joueurs évoluant dans le championnat qatari ont brillé de mille feux, s'offrant à eux seuls la part du lion dans le large succès 5-1, la plus grande de cette Coupe arabe pour l'heure, en inscrivant quatre buts. Mais au-delà des statistiques, c'est leur complicité et leur parfaite complémentarité qui ont marqué les esprits. Tantôt passeur, tantôt buteur, chacun se trouvait dans le bon tempo, donnant l'impression d'un duo parfaitement rodé qui a porté les Verts A' vers la victoire. Interrogé par l'ENTV à l'issue de ce match abouti, Adil Boulbina est revenu sur sa performance et sa relation privilégiée avec Berkane. « Oui, on est très amis. On se parle beaucoup à l'entraînement et on rêve



ensemble de rejoindre l'équipe A. Notre ambition est d'être les nouveaux Belaïli et Bounedjah de l'équipe A », a-t-il confié.

LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUI QUALIFIENT LES VERTS POUR LES QUARTS DE FINALE

Les calculs de qualification pour les quarts se précisent à l'issue de la deuxième journée du groupe D de la Coupe arabe 2025, disputée au Qatar. L'EN A' a imposé sa loi face au Bahreïn en s'imposant largement 5-1, tandis que l'Irak a battu le Soudan 2-0. Avec 6 points, l'Irak est déjà qualifié pour les quarts de finale et occupe la première place du groupe, tandis que les Verts sont à la deuxième place suivent avec 4 points. Le Soudan reste en course avec 1 point, et Bahreïn est éliminé, n'ayant pas récolté le moindre point.
Mardi à 18h, l'Algérie affrontera l'Irak dans un match comptant pour la dernière journée du groupe D. Trois scénarios s'offrent aux Algériens pour valider leur billet pour les quarts de finale de cette compétition: une victoire pour assurer la première place, match nul pour se qualifier à la deuxième place, ou même une défaite sous certaines conditions. En effet, même en cas de revers, la qualification reste possible à condition que la défaite ne soit pas trop lourde et que le Soudan ne s'impose pas 3-0 ou plus face au Bahreïn. Actuellement, l'Algérie bénéficie d'une meilleure différence de buts (+4 contre -2 pour le Soudan). En cas d'égalité de points, les critères pour départager les deux sélections seront les confrontations directes (nul 0-0 entre Algérie et Soudan), la différence de buts, le nombre de buts marqués, le fair-play et, en dernier recours, le classement FIFA.

ATAL, « IL FAUT SE DONNER À 100% DANS CE TOURNOI »

Après la victoire de l'Algérie face au Bahreïn (5-1), Youcef Atal s'est exprimé en zone mixte sur la performance de son équipe et l'importance de rester concentré pour la suite de la compétition. Le latéral algérien a souligné que chaque rencontre dans ce tournoi représente un véritable défi et qu'il est essentiel de donner le maximum à chaque instant. « On savait que le match d'aujourd'hui n'allait pas être facile et de toute façon tous les matchs de la compétition sont compliqués, il faut se donner à 100% dans ce tournoi. Le premier match contre le Soudan était dur, surtout après l'expulsion d'un joueur (Ounas) avec un carton rouge, mais Alhamdouli'Allah, on a su gérer le match d'aujourd'hui. On continue de travailler pour en faire autant au prochain match », a-t-il déclaré.
Sur le plan personnel, Atal a assuré qu'il se sentait en pleine forme et que chaque rencontre lui permettait de se surpasser davantage : « Physiquement, je me sens bien et après chaque match je me sens encore meilleur. » Enfin, le joueur a tenu à remercier les supporters, véritables moteurs de l'équipe nationale : « Je remercie le public qui remplit toujours les stades, que ce soit au premier ou au second



match, franchement chapeau. » Avec cette victoire et les mots rassurants de Youcef Atal, l'Algérie affiche confiance et détermination avant son prochain rendez-vous, consciente que chaque match est une nouvelle opportunité de confirmer ses ambitions dans la compétition. Une belle dynamique à confirmer mardi prochain face à l'Irak.

BERKANE, « NOUS DEVONS NOUS CONCENTRER SUR LE PROCHAIN MATCH

Après la victoire convaincante de l'Algérie contre le Bahreïn (5-1), Redouane Berkane, élu homme du match, s'est exprimé en conférence de presse aux côtés de Madjid Bougherra. Fier de sa performance et de celle de ses coéquipiers, le joueur algérien a tenu à remercier le public et à rappeler l'importance de rester concentré pour la suite de la compétition.
« Je remercie ceux qui nous ont supportés aujourd'hui ainsi que les joueurs qui ont tout donné sur le terrain. Ce n'est qu'une victoire, nous devons nous concentrer sur le prochain match et nous ferons de notre mieux pour la suite », a déclaré Berkane. Ces propos traduisent une grande humilité malgré son rôle déterminant sur le terrain et l'enthousiasme suscité par son doublé et son influence dans le jeu collectif. Le joueur a ensuite évoqué son parcours personnel et ses ambitions au sein de l'équipe nationale : « C'est un rêve pour chaque joueur de jouer en équipe nationale A et c'est mon objectif principal. Je remercie le coach qui m'a donné beaucoup de confiance. J'espère continuer à travailler encore mieux pour atteindre mes objectifs. » Avec cette première prestation remarquée, Redouane Berkane confirme qu'il est prêt à jouer un rôle majeur pour les Fennecs dans cette Coupe Arabe et dans les échéances futures de l'équipe nationale. Entre humilité et ambition, le jeune joueur de 22 ans affiche une maturité exemplaire, consciente des attentes et déterminée à progresser pour contribuer pleinement aux succès de l'Algérie.

COUPE DU MONDE 2026

Les horaires inédits des matchs de l'équipe d'Algérie

Ce sont les premiers frais du Mondial nord-américain. Après le tirage au sort effectué hier à Washington, c'est désormais le calendrier précis des rencontres de la Coupe du monde 2026 qui a été dévoilé.

Et une chose est sûre : les horaires des matchs promettent une expérience totalement inédite pour les supporters algériens. Pour suivre les Verts lors de leur cinquième participation au Mondial, deux options s'imposeront : veiller toute la nuit en enchaînant des nuits très blanches… ou se lever très tôt, parfois à des heures presque impossibles. Le premier choc, celui que tout le monde attend face à l'Argentine, est programmé le 17 juin à 3h du matin (heure algérienne), soit 4h en France. Une affiche de prestige qui se jouera à Kansas City. Le deuxième match de la phase de groupes, qui opposera l'Algérie à la Jordanie, considérée comme l'adversaire le plus accessible du groupe J, se tiendra le 23 juin à 5h du matin (6h en France), cette fois du côté de San Francisco.
Enfin, l'ultime journée ne sera pas plus clémente. Le duel entre l'Algérie et l'Autriche se tiendra le 28 juin à 4h du matin en Algérie (5h en France), à Kansas City.



GRAND AVANTAGE CACHÉ DU GROUPE DES VERTS

Pour sa 5e participation en Coupe du monde, l'Algérie sera particulièrement « gâtée ». Après la publication du calendrier détaillé du Mondial nord-américain de l'été 2026, avec les horaires et les lieux de tenue des rencontres, les Verts, tout comme leurs adversaires du groupe J, bénéficieront d'un avantage que les 48 autres sélections n'auront pas : celui de tout savoir avant de jouer. En effet, la FIFA a dévoilé le programme complet de la Coupe du monde 2026. Si cette annonce a suscité des grincements de dents en Europe et en Afrique, en raison d'horaires jugés « impossibles », elle a aussi révélé une véritable bonne surprise pour les équipes du groupe J. L'Argentine, l'Autriche, l'Algérie et la Jordanie seront les dernières à entrer en lice lors de la troisième et ultime journée, clôturant ainsi la phase de poules. Cet avantage est en effet considérable et n'est pas des moindres. Ainsi, les quatre nations du groupe J auront accès à l'intégralité des résultats des autres groupes avant le coup d'envoi de la J3. Elles disposeront ainsi du tableau final des 16es de finale sous les yeux et pourront déterminer quelle position dans leur groupe offre un chemin potentiellement plus simple… ou plus ardu vers la finale. De ce fait, elles sauront également avec précision quel résultat sera nécessaire pour figurer parmi les huit meilleurs troisièmes, un paramètre qui pourrait peser lourd dans une compétition aussi dense que le Mondial à 48 équipes.

RENARD : « L'ALGÉRIE A UNE VRAIE CARTE À JOUER AU MONDIAL »

Hervé Renard, actuellement en poste en Arabie saoudite, a livré ses impressions après le tirage au sort de la Coupe du Monde 2026, lui qui a récemment affronter l'Algérie dans un récent match amical. Il a souligné la qualité de la sélection algérienne, rappelant qu'elle possède une carte à jouer grâce à une nouvelle génération talentueuse et à un capitaine comme Riyad Mahrez, toujours performant en Ligue saoudienne. Renard estime que les Verts arriveront avec ambition et qu'ils sauront analyser l'Argentine, l'un des grands favoris. Selon lui, l'Algérie doit être prise au sérieux, car elle demeure une équipe capable de surprendre. Renard n'a pas tari d'éloges sur la sélection dirigée par Vladimir Petković : « L'Algérie est une très bonne équipe. On a joué en amical contre eux (victoire algérienne 2–0 en novembre), même s'il y avait des blessés des deux côtés. L'Algérie a une carte à jouer dans cette Coupe du monde avec des joueurs très talentueux et une nouvelle génération qui arrive. Le capitaine Riyad Mahrez a toujours un très, très bon niveau. Je pense qu'ils seront dans cette compétition avec beaucoup d'ambition et je leur souhaite le meilleur. » À la question de savoir si l'Algérie pourrait battre l'Argentine, Hervé Renard a répondu sans détour : « Ils n'ont pas besoin de mes conseils. Ils vont bien étudier cette équipe d'Argentine qui est très forte. Elle fait partie des grands favoris, mais je suis sûr que l'Algérie va bien se préparer et que l'Argentine doit se méfier, car l'Algérie est une très bonne équipe. »



MOTSEPE : « LES ARGENTINS SONT INQUIETS PARCE QU'ILS VONT AFFRONTER L'ALGÉRIE »

Le président de la CAF, Patrice Motsepe, a réagi au tirage au sort de la Coupe du Monde 2026, qui a placé l'Algérie dans le groupe J aux côtés de l'Argentine, de l'Autriche et de la Jordanie. Confiant, il a affirmé : « J'ai une grande confiance en nos sélections africaines. Elles donneront le meilleur d'elles-mêmes et nous rendront fiers. Je suis également sûr que l'équipe nationale algérienne réalisera une belle performance et qu'elle nous honorera, car l'Algérie possède une grande histoire dans le football. » Motsepe a ajouté que même l'Argentine appréhende cette confrontation : « Les Argentins sont inquiets parce qu'ils vont affronter l'Algérie, et ils ont raison de l'être. » Le patron de la CAF a ensuite adressé un message fort : « Nous sommes très fiers de l'histoire de l'Algérie dans le football. Je sais que les neuf sélections africaines présentes nous représenteront dignement. J'espère qu'un jour nous aurons dix équipes africaines en Coupe du Monde. Et je reste convaincu que l'Algérie nous rendra fiers.

Rayan Aït-Nouri en difficulté avant la CAN, un problème avec Guardiola ?

DEPUIS son retour de blessure, le 20 octobre dernier, le latéral gauche de l'équipe d'Algérie et de Manchester City, Rayan Aït-Nouri, ne joue quasiment plus. Un manque de temps de jeu flagrant qui interroge et qui a poussé la presse anglaise à questionner Pep Guardiola à ce sujet.
En effet, Rayan Aït-Nouri traverse une période délicate à Manchester City. Depuis son retour, le talent algérien n'a été titularisé qu'à trois reprises : une fois en Coupe et deux fois en Ligue des champions. En Premier League, il faut remonter au 31 août pour retrouver sa dernière titularisation. Une absence prolongée qui soulève logiquement des questions. Face aux journalistes, vendredi dernier, Pep Guardiola a tenu à clarifier la situation : « Il a joué la Coupe du monde des clubs et a été excellent. Il a disputé le premier match contre Wolverhampton, le second contre Tottenham, puis il s'est blessé. Nico O'Reilly a pris sa place et a très bien joué. C'est la seule raison. Rien de plus. » S'il a affiché un bon niveau lors de la dernière trêve internationale avec les Verts, Rayan Aït-Nouri, comme tout joueur, a besoin d'enchaîner pour retrouver des repères solides. Cette situation a même alimenté certaines théories hasardeuses, laissant entendre qu'un différend existerait entre le joueur et son entraîneur. Guardiola a balayé ces rumeurs d'un revers de main : « Nous sommes vraiment ravis de Rayan Aït-Nouri et je sais qu'il va nous être utile. Il est arrivé il y a longtemps, il connaît la Premier League. Il peut jouer à l'extérieur, à l'intérieur, et à différents postes. Mais pour l'instant, Nico joue vraiment très bien ! Et c'est la seule raison. » Avec un total de minutes disputées de 201, Rayan Aït-Nouri est l'un des éléments les moins utilisés par Guardiola cette saison. Son retour de la CAN pourrait lui valoir une grosse relance de sa saison.

ALLEMAGNE : MAZA SACRÉ MEILLEUR JEUNE DE BUNDESLIGA !

Le jeune international algérien Ibrahim Maza continue d'affoler les compteurs en Allemagne. Le milieu offensif de 20 ans, évoluant au Bayer Leverkusen, a été désigné meilleur joueur jeune de la Bundesliga pour le mois de novembre, une distinction qui vient couronner ses performances éclatantes avec son club. Durant ce mois, Maza a participé à quatre rencontres de championnat, inscrivant deux buts et délivrant une passe décisive. Son influence sur le terrain a été déterminante, notamment lors de la large victoire 6-0 contre Heidenheim où il a inscrit un doublé et lors du match face à Borussia Dortmund, où il a offert l'égalisation à son équipe avant que le score ne tourne en faveur des Bavarois. La compétition pour ce titre n'a pas été facile : Maza a devancé le duo du VfB Stuttgart, Bilal El Khannouss, et Yan Diomandé de RB Leipzig, confirmant ainsi son statut de jeune talent prometteur du championnat allemand. Cette récompense vient s'ajouter à sa nomination pour le titre de meilleur joueur du mois de novembre en Bundesliga, une reconnaissance supplémentaire qui pourrait renforcer sa visibilité à l'échelle internationale. Avec un tel début de saison, Ibrahim Maza s'impose comme l'un des jeunes joueurs les plus excitants à suivre, prêt à écrire de nouvelles pages de son histoire et à porter haut les couleurs de l'Algérie sur la scène européenne.



Frugalité, liquid cooling, IA… AWS optimise l'infrastructure de ses datacenters avec un PUE à 1,04 !

En préliminaire à sa conférence « Re:Invent 2024 », AWS annonce avoir atteint les 100% d'énergie renouvelable dans ses datacenters et veut y généraliser le refroidissement liquide.

AWS:Reinvent 2024 débute aujourd'hui avec sa traditionnelle et très attendue pluie d'annonces et innovations Cloud. Et pour nous mettre l'eau à la bouche, le cloud d'Amazon veut afficher un visage plus éco-responsable avec quelques annonces phares.

Tout d'abord, AWS confirme avoir atteint 7 ans avant sa deadline « 2030 » son objectif d'atteindre 100% d'énergie renouvelable dans la consommation électrique de ses opérations.

Par ailleurs, AWS a pour la toute première fois publié les chiffres PUE de ses datacenters (Power Usage Effectiveness), et ils sont bien meilleurs que les prédictions des analystes. En 2023, AWS a atteint un PUE global de 1,15 (pour l'ensemble de ses datacenters) avec même un PUE à 1,04 pour ses dernières régions cloud les plus efficientes !

Mais surtout, AWS a annoncé une série de changements majeurs dans la conception de ses datacenters et de ses infrastructures cloud. Notamment, l'hyperscaler va généraliser le refroidissement liquide sur tous ses serveurs IA (et d'autres machines) que ces derniers soient animés par ses propres accélérateurs Trainium 2 ou par ceux de NVidia (à l'instar des nouvelles machines animées par les superchips GB200). « AWS a développé de nouvelles solutions de refroidissement mécanique offrant un refroidissement configurable « liquid-to-chip » dans ses centres de données nouveaux et existants » explique l'hyperscaler.

Par ailleurs, AWS utilise désormais une IA maison pour optimiser l'emplacement des racks au sein même de ses datacenters et aurait déjà obtenu des gains d'efficience de l'ordre de 12%.

Enfin, AWS annonce avoir à la fois mis à jour ses systèmes de contrôle et simplifier la distribution électrique au sein de ses datacenters.

« Les dernières améliorations apportées à la conception des datacenters d'AWS comprennent une distribution électrique simplifiée et des systèmes mécaniques, qui permettent une disponibilité de l'infrastructure de 99,9999 %. Les systèmes simplifiés réduisent également de 89 % le nombre potentiel de racks pouvant être affectés par des problèmes électriques » assure un communiqué publié par AWS.

D'autres améliorations dans le design des datacenters permettent à « l'infrastructure d'AWS de se révéler 4,1 fois plus efficace qu'une infrastructure on-premises. Lorsque les charges de travail sont optimisées sur et pour AWS, l'empreinte carbone qui leur est associée peut-être réduite jusqu'à 99% » ajoute l'hyperscaler.

Parmi ces améliorations, AWS a instauré un nouveau système de refroidissement, intégrant une architecture mono-face et des capacités de refroidissement liquide, qui permet une réduction de 46% de la consommation énergétique mécanique en période de pointe, tout en maintenant une consommation d'eau stable par mégawatt.

Sur le plan structurel, AWS repense la construction même de ses infrastructures. L'utilisation de matériaux bas carbone et l'optimisation de la conception permettent de réduire de 35% l'empreinte carbone du béton par rapport aux standards de l'industrie.

Cette approche s'accompagne d'une réduction globale de l'utilisation d'acier dans la construction.

Enfin, les efforts écologiques s'étendent également aux systèmes de secours, avec l'adoption progressive du diesel renouvelable pour les générateurs de backup.

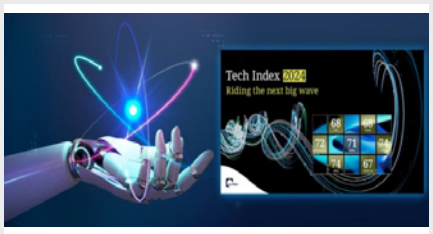
Ce carburant biodégradable et non toxique réduit jusqu'à 90% les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de son cycle de vie comparé au diesel fossile.

Cette transition est déjà effective en Europe et en Amérique.

« AWS continue d'innover sans relâche dans son infrastructure pour créer le cloud le plus performant, résilient, sécurisé et durable pour les clients du monde entier », explique Prasad Kalyanaraman, vice-président des services d'infrastructure chez AWS.

« Ces capacités de datacenter représentent une avancée importante avec une efficacité énergétique accrue et une prise en charge flexible des charges de travail émergentes. Mais ce qui est encore plus excitant, c'est qu'ils sont conçus pour être modulaires, ce qui nous permet de moderniser notre infrastructure existante par le refroidissement liquide et l'efficacité énergétique afin d'alimenter des applications d'IA générative tout en réduisant notre empreinte carbone ».

La Tech mondiale reste optimiste malgré les contextes très incertains



L'INDICE technologique 2024 (Tech Index) de DLA Piper révèle une surprenante confiance du secteur tech mondial, y compris dans les entreprises européennes, malgré un contexte économique et géopolitique très incertain.

Publié tous les deux ans, l'indice de confiance de la Tech de DLA Piper s'internationalise en 2024. Celui-ci cherche à analyser et mesurer les perspectives et tendances du secteur technologique. Une internationalisation qui lui permet d'atteindre un niveau historique de 71 points, dépassant le précédent record de 68. Cette tendance positive se manifeste particulièrement en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Afrique, tandis que le Moyen-Orient, l'Europe et l'Asie-Pacifique affichent un optimisme plus modéré mais tangible de 68 points.

Les perspectives de croissance s'avèrent en effet encourageantes : deux tiers des entreprises interrogées anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires sur les 12 prochains mois, dont plus d'un tiers table sur une progression supérieure à 6%.

L'IA au cœur de cette dynamique

L'intelligence artificielle émerge comme le moteur principal de cette dynamique optimiste, avec 63% des répondants qui l'identifient comme leur priorité stratégique. L'Europe se distingue particulièrement sur ce point, 72% des organisations européennes plaçant l'IA au cœur de leur développement. Une IA jugée essentiellement par les européens d'abord comme un levier d'efficacité et productivité, un moyen de gagner en flexibilité et un outil d'aide à la prise de décisions plus éclairées.Mais une IA qui inquiète sur ses coûts de mise en œuvre et qui interroge surtout les européens sur ses impacts sur l'emploi, sur son ROI, sur les défis de conformité alors que les autres régions d'y mondent y voit davantage des défis de sécurité et de confidentialité, des défis éthiques ou des résistances au changement.

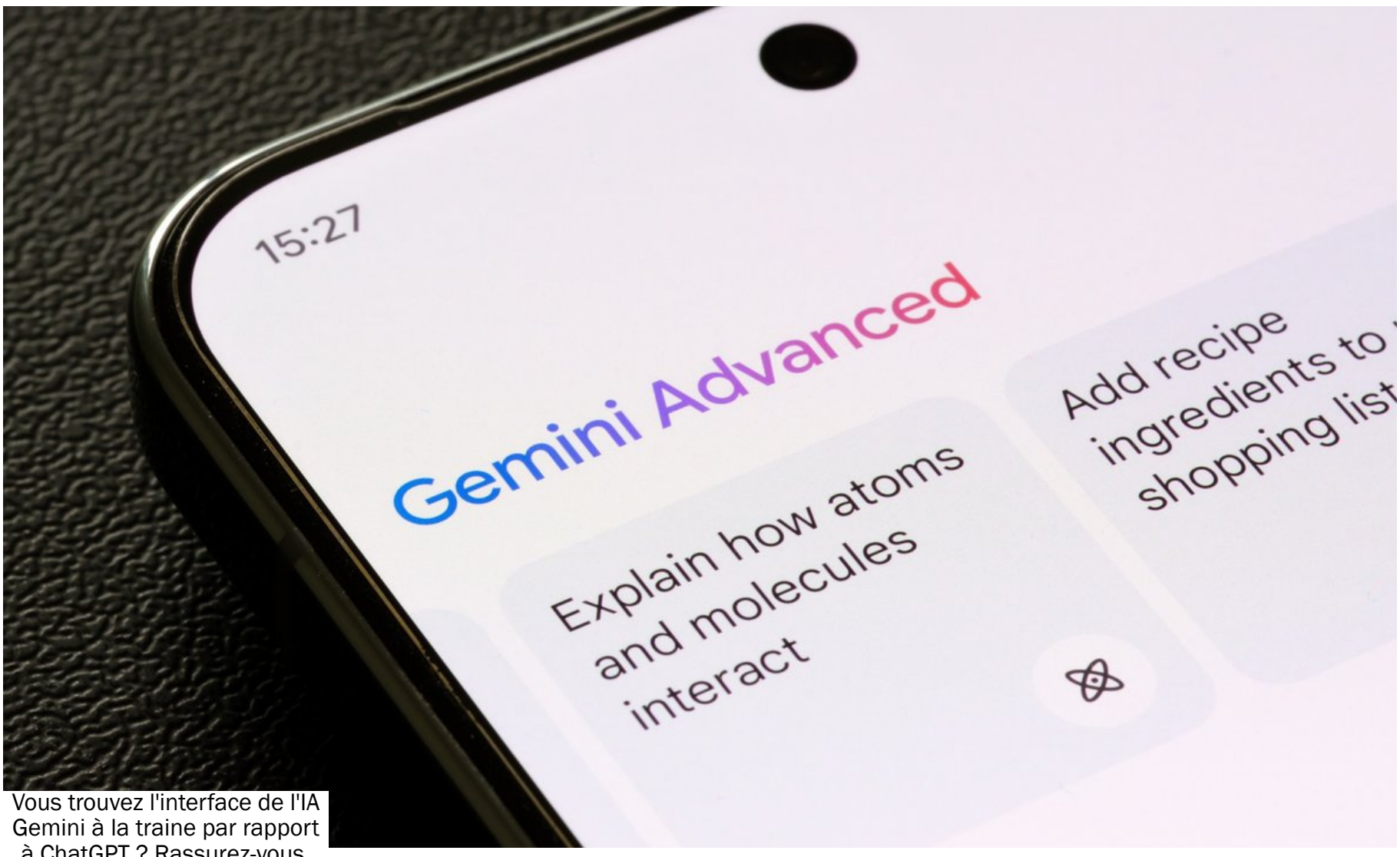
Une cybersécurité à l'agenda mais pleine de paradoxes

Autre sujet phare, la cybersécurité tient une place privilégiée aussi bien dans le rapport que dans l'agenda des entreprises. Le rapport DLA Piper 2024 révèle un paradoxe dans l'approche des entreprises face aux cybermenaces. Alors qu'une majorité des organisations affiche une confiance marquée dans leurs dispositifs de protection, l'analyse approfondie dévoile des fragilités structurelles préoccupantes et révèle qu'en pratique beaucoup n'ont pas encore mis en place des mesures clés, telles que des évaluations régulières des risques ou des stratégies robustes de gestion des incidents.

Cette dichotomie se manifeste particulièrement dans le décalage entre perception et réalité opérationnelle. Si 79% des entreprises ont désigné un responsable dédié aux incidents cyber, seules 75% disposent effectivement d'un plan d'action formalisé. Cette situation traduit un optimisme potentiellement excessif face à des menaces en constante sophistication.

Pour les rapporteurs, l'évolution du cadre réglementaire, notamment avec l'introduction de directives comme NIS2 en Europe et CIRCIA aux États-Unis, pousse néanmoins les organisations vers une approche plus structurée. La cybersécurité s'intègre progressivement aux stratégies de transformation numérique, dépassant son statut initial de simple centre de coût pour devenir un véritable investissement stratégique. Cette mutation s'accompagne d'une prise de conscience croissante : la conformité réglementaire, au-delà des contraintes qu'elle impose, constitue un catalyseur d'innovation et de résilience organisationnelle. 75% des participants considèrent l'environnement réglementaire actuel comme favorable à la croissance. Toutefois, l'écart persistant entre la confiance affichée et le niveau réel de préparation des entreprises souligne l'urgence d'un renforcement substantiel des dispositifs de protection.

Gemini a un gros problème d'interface, et Google va y remédier



Vous trouvez l'interface de l'IA Gemini à la traine par rapport à ChatGPT ? Rassurez-vous, Google aussi, et le moteur de recherche prépare une nouvelle version plus utile et complète.

Avec Gemini 3, Google a frappé un grand coup. Il y a seulement quelques jours, l'entreprise américaine a annoncé le lancement de son dernier modèle de langage et a démontré d'excellents résultats. Gemini 3 fait mieux que GPT-5 d'OpenAI dans les différents benchmarks et les utilisateurs semblent séduits par cette mise à jour. Le succès est tel que Google a du restreindre en catastrophe l'accès à son IA pour les utilisateurs sans abonnement afin de soulager ses serveurs. Le tableau semble donc idyllique pour le moteur de recherche, mais il y a un grain de sable dans la machine : l'application mobile. Et Google veut améliorer les choses dans les prochaines semaines.

Un chatbot un peu trop simple et absent sur les PC et Mac

Gemini est très bien intégré dans Android, mais pour les autres plateformes, c'est une autre histoire. Sur mobile, l'interface du chatbot est plus que très limitée, surtout face à ChatGPT. Là ou ce dernier propose plusieurs options pour multiplier les usages, Gemini se contente d'être une simple boite vide où l'on tape ses requêtes et ses demandes.
Pire encore : Gemini ne dispose pas d'application Windows ou Mac. Il faut impérativement en passer par un navigateur pour accéder à l'intelligence artificielle. OpenAI, lui, propose une application ChatGPT native sur les deux plateformes de bureau, qui intègre notamment de nombreuses extensions pour connecter des services tiers comme Notion, ou encore le bloc-notes d'Apple.
Bref, l'IA de Google fait pâle figure face à son concurrent direct, et fort heureusement pour les utilisateurs, l'entreprise californienne est au courant et prépare une grosse mise à jour pour revenir dans la course.

Google va proposer une refonte de son app, et des versions de bureau pour concurrencer ChatGPT

Sur son compte X, Logan Kilpatrick, lead product pour Google AI Studio et Gemini API, a partagé la bonne nouvelle à ses abonnés. Oui, Google travaille à une nouvelle version de son application mobile, avec une interface entièrement revue et améliorée.
L'ingénieur confirme dans la même discussion que Google prépare des applications Gemini natives pour Windows et macOS.
Il sera enfin possible d'utiliser l'IA dans son workflow, en intégrant ses logiciels dans l'application pour traiter des données stockées en local sur son PC et faciliter l'utilisation du modèle de langage dans sa journée de travail.
Seule inconnue pour le moment : la fenêtre de lancement. Le responsable de Google ne s'attarde pas sur le timing, et promet une arrivée prochaine de ces deux applications et de la refonte de Gemini dans sa version mobile.

Les agents d'IA connaissent une croissance fulgurante sur AWS Marketplace



LORS de re:Invent 2025, AWS Marketplace introduira également de nouvelles fonctionnalités pour simplifier le déploiement d'agents d'IA dans les PME et les grandes entreprises.
En juillet 2025, alors qu'AWS Marketplace s'apprêtait à lancer un catalogue d'agents d'IA sur sa plateforme cloud, le responsable de l'équipe s'était fixé pour objectif de proposer 50 agents d'IA à ses clients. Au moment de l'annonce officielle du lancement, la plateforme comptait déjà plus de 800 agents. cette année (du 1er au 5 décembre), ce nombre avait explosé pour atteindre plus de 2 100.
« La vitesse à laquelle nous nous développons est vraiment impressionnante », a déclaré Matt Yanchyshyn, vice-président d'AWS Marketplace et des services partenaires.
Lors de re:Invent, AWS Marketplace annoncera deux nouveautés visant à accélérer encore le déploiement d'agents d'IA sur sa plateforme :

MODE AGENT

Cette mise à jour de l'interface utilise l'IA générative et des agents pour rendre la découverte et le déploiement des agents beaucoup plus rapides et fluides. Désormais, les clients peuvent utiliser des requêtes en langage naturel pour trouver les meilleurs agents sur la plateforme et utiliser la nouvelle interface de chat pour poser des questions complémentaires et même télécharger des documents internes afin d'affiner les résultats et de répondre aux exigences techniques et commerciales de l'entreprise. Le mode agent permet également aux clients de comparer les offres de différents agents afin que les responsables informatiques puissent présenter ces informations au directeur financier lorsqu'il demande : « Quelles autres alternatives avez-vous envisagées ?» lors du processus d'approbation financière. Ainsi, AWS Marketplace a créé un agent pour vous aider à déployer des agents IA.

Offres privées Express

AWS est généralement reconnu comme une plateforme libre-service à la demande, utilisée par les startups et les services indépendants des entreprises pour déployer rapidement des solutions facilement évolutives, tout en respectant les exigences de sécurité et de conformité de l'entreprise.
Cependant, certaines organisations ont besoin d'une tarification privée basée sur une grille tarifaire préférentielle du vendeur. Les vendeurs peuvent désormais collaborer avec AWS pour automatiser la tarification personnalisée selon leurs propres conditions et permettre aux clients de recevoir automatiquement des offres personnalisées en quelques minutes. Cela permet à l'équipe commerciale du vendeur de se concentrer sur des transactions plus complexes, tandis que l'automatisation peut conclure les transactions simples plus rapidement et plus facilement.

AWS Marketplace améliore également le processus en facilitant les transactions internationales.

« Nous sommes une place de marché mondiale et ce qui est vraiment intéressant, c'est que nous voyons des entreprises utiliser [AWS] Marketplace pour se développer à l'international », a déclaré Yanchyshyn, « mais aussi des entreprises hors des États-Unis qui utilisent Marketplace pour atteindre des clients qu'elles n'auraient peut-être pas pu atteindre autrement… Nous prenons en charge la gestion complète des devises locales, par exemple.

En 1987, American Airlines a économisé 40 000 dollars en retirant une olive de chaque salade !



Robert Crandall, qui était à la tête de l'American Airlines en 1987, a trouvé un moyen simple et efficace pour réduire les dépenses de la compagnie aérienne américaine. L'ancien président directeur général de l'American Airlines a eu l'idée de supprimer une olive de chaque salade servie aux passagers, ce qui a permis à la compagnie d'épargner 40 000 dollars en cette année-là.

Si vous mangez une variété de pomme différente chaque jour, il vous faudrait 20 ans pour les essayer toutes !



Les pommes ont beaucoup de bienfaits pour la santé, en effet selon les scientifiques, la consommation de ce fruit réduit le risque de développer un cancer, surtout le cancer des poumons d'où son effet bénéfique sur la fonction respiratoire. La pomme réduit aussi le cholestérol sanguin, le risque du diabète, des maladies cardiovasculaires et d'obésité.

Peut-être que vous connaissez des dizaines de variétés de pommes, mais leur nombre est beaucoup plus élevé que ça. Même s'il est difficile d'identifier le nombre exact, les scientifiques ont enregistré plus de 7500 cultivars de pommes qui existent avec des caractéristiques différentes à travers le monde.

Seulement 20% du Sahara est recouvert de sable !

Quand vous pensez au Sahara, vous imaginez probablement des dunes de sable sans fin. Cependant, la vérité est bien différente. En réalité, seulement 20% du Sahara est recouvert de dunes de sable.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant

Une maison va être déposée sur la Lune ce jeudi : l'événement à été suiviela chaine youtube de l'entreprise



•

projet fou
Une petite maison va être déposée ce jeudi sur la Lune par une mission artistique d'une start-up japonaise



Si la Lune n'est pas encore prête à accueillir des habitants, elle va tout de même recevoir, ce jeudi, une maison… miniature. Ce projet artistique baptisé Moonhouse, mené par la start-up japonaise ispace, verra l'installation d'une maisonnette de 12 x 10 x 8 cm sur la surface lunaire. Un événement à été suivie en direct sur la chaîne YouTube de l'entreprise, rapporte actu.fr.

Cette œuvre est signée de l'artiste suédois Mikael Genberg, qui porte ce projet depuis plus de 25 ans. Une version de cette maisonnette avait déjà voyagé dans l'espace en 2006, emportée par l'astronaute Christer Fuglesang à bord de la Station spatiale internationale. Cette fois, elle a pris place en janvier 2025 à bord de Resilience, l'alunisseur de la société ispace, transporté par une fusée Falcon 9 de SpaceX.

« RÊVER D'AILLEURS »

« Une maison est un objet tangible. S'il y en a une sur la Lune, on peut s'y projeter. Avec tout ce qu'il se passe dans le monde, on a besoin de rêver d'ailleurs, surtout les enfants. Il n'y a jamais eu autant besoin d'une maison sur la Lune qu'aujourd'hui », assure Mikael Genberg.

Conçue pour résister aux conditions extrêmes de la Lune, la maisonnette possède des murs d'un millimètre d'épaisseur capables d'endurer des températures allant de 120 °C le jour à -170 °C la nuit, et jusqu'à -240 °C dans les zones les plus froides. Un petit rover déposera l'objet sur le sol lunaire, où il restera… jusqu'à ce qu'un astéroïde vienne le réduire en poussière. Ispace espère bien balayer l'échec de sa mission menée en avril 2023 qui s'était conclue par la désintégration de son alu-

Canada : Un joueur décroche trois jackpots à la loterie, il empoche 2,5 millions de dollars en quelques mois



GAGNANT à trois reprises, un retraité canadien a gagné 2,5 millions de dollars en l'espace de neuf mois La chance ne le quitte pas. Au Canada, un homme a gagné trois fois à la loterie en moins d'un an. En neuf mois, il a empoché 2,5 millions de dollars, soit 1,6 million d'euros, rapporte le Daily Hive. Le 3 mai, l'heureux gagnant a remporté un million de dollars lors du tirage du Lotto 6/49. En novembre dernier, il avait déjà raflé la même somme à la même loterie. Deux mois plus tôt, il avait empoché 500.000 dollars au tirage du Lotto Max.

Ne clignez pas des yeux, ce robot a pulvérisé le record mondial du Rubik's Cube en… 0,1 seconde

impressionnant • Grâce à un système de vision artificielle et de contrôle mécanique ultra-rapide, un robot conçu par des étudiants américains a établi un nouveau record du monde en résolvant un Rubik's Cube en seulement… 0,103 seconde

De combien de temps avez-vous besoin pour résoudre un Rubik's Cube ? Un robot vient de pulvériser le record du monde en alignant les six faces en seulement 0,103 seconde, rapporte Le Journal du Geek. C'est deux dixièmes de mieux que le précédent record (0,305 seconde), établi en mai 2024 par les ingénieurs de Mitsubishi Electric au Japon.

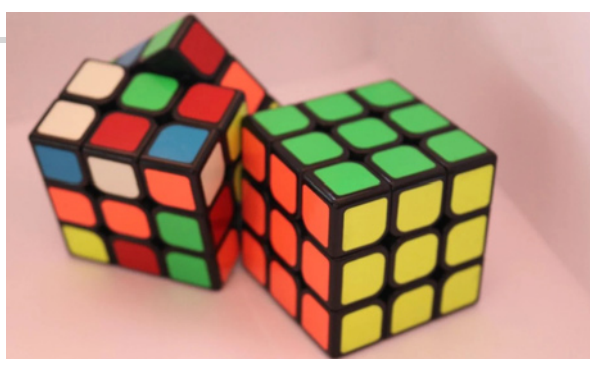
Baptisé Purdubik's Cube, le robot a été mis au point par quatre étudiants en ingénierie de l'université Purdue, dans l'Indiana (Etats-Unis).

La vidéo de l'exploit ne laisse place à aucun suspense : l'un des concepteurs lance un décompte, appuie sur un bouton… et le Rubik's Cube est résolu en un clin d'œil, littéralement. « Avant même que vous ne vous rendiez compte qu'il bouge, on a déjà terminé », résume parfaitement l'un des membres de l'équipe.

Validé par le Guinness Book des records

Ce petit robot très spécifique est un condensé de technologie. Sur son site Internet, l'université explique qu'il utilise la vision artificielle pour la reconnaissance des couleurs, des algorithmes de résolution personnalisés optimisés pour les temps d'exécution et des composants industriels fournis par Kollmorgen pour un contrôle mécanique millimétré. Chaque mouvement de Purdubik's Cube a été finement ajusté pour maximiser l'accélération, la décélération et l'efficacité mécanique.

Le nouveau record du monde a été validé par le Guinness Book des records. « Cet accomplissement va bien au-delà du Rubik's Cube : il ouvre des perspectives sur les systèmes de contrôle coordonné à très haute vitesse », souligne Nakseung Patrick Hyun, professeur à Purdue. Si ce record



impressionne par sa vitesse, la performance humaine reste remarquable. En juin 2023, l'Américain Max Park, alors âgé de 22 ans, a résolu le célèbre casse-tête en 3,13 secondes.

Vendre l'eau de fonte de la calotte glaciaire? Une idée folle, et partiellement approuvée par le gouvernement du Groenland



D'après les informations de The Wired, rendues publiques le septembre dernier, une start-up a obtenue les autorisations partielles du gouvernement du Groenland pour capter et revendre à l'étranger l'eau de fonte de certains glaciers du pays.

La calotte glaciaire du Groenland représente environ 6,5 % de l'eau douce de la planète. De quoi faire tourner la tête de certains entrepreneurs, bien décidés à ne pas passer à côté de cet "or blanc".

C'est le cas d'Arctic Water Bank, une start-up dont le projet de récolter l'eau de fonte des glaciers et de l'expédier à l'étranger a d'ores et déjà partiellement été approuvée par le gouvernement du Groenland, rapporte dans un article paru le 19 septembre dernier Wired.

Un droit exclusif sur les 20 prochaines années

"C'est l'une des eaux les plus propres au monde. Quiconque a goûté à l'eau du Groenland sait que c'est de l'or blanc pur", explique dans les colonnes de The Wired Samir Ben Tabib, cofondateur et responsable des relations internationales d'Arctic Water Bank.

Le projet de la start-up ? Construire un barrage dans le sud du Groenland afin de récupérer l'eau de fonde des glaciers puis la transporter dans le monde entier par bateau dans des navires-citernes, précise Wired.

Selon des documents consultés par le média américain, la stars-up dispose déjà des autorisations initiales dont elle a besoin pour développer son projet : le gouvernement lui a en effet accordé le droit exclusif d'utiliser toute l'eau et la glace d'une rivière près de la ville de Narsaq durant les 20 prochaines années.

Celle-ci produit en moyenne 21,3 milliards de litres d'eau chaque année, soit quasiment toute l'eau de fonte de la calotte glaciaire du Groenland. Pour construire son barrage, la société devra d'abord réaliser une étude d'impact environnemental (EIE).

Un obstacle qui n'en serait pas vraiment un : la construction de barrages n'est pas une nouveauté dans le pays pourtant encore très préservé, rapporte Wired.

"Nous disposons de l'une des ressources les plus précieuses au monde dans cette région, et en abondance, et nous voulons faire passer ce message aux investisseurs et aux marchés potentiels", ajoute dans les colonnes Naaja H. Nathanielsen, ministre du Commerce et des Affaires du Groenland.

Selon la ministre, "l'objectif est double" : "Il s'agit de nouvelles sources de revenus pour le pays, ainsi que de développement des entreprises locales et de création d'emplois associés."

Transporter l'eau ou la dessaler ?

Il ne s'agit pas de la première tentative d'exploiter les eaux de fonte des glaciers. Les fondateurs d'Arctic Water Bank eux-mêmes avaient déjà fondé la société Arctic Ice, qui proposait d'expédier la glace pêchée en mer vers des bars à cocktails à l'étranger, notamment aux Émirats arabes unis.

À la fin des années 1990, les Pays-Bas avaient quant à eux essayé d'importer de l'eau des fjords de Norvège, sans succès. Plus récemment, nous mentionnions les projets des "chasseurs d'icebergs", qui cherchent à capturer et remorquer les monuments glacés pour les apporter à des régions en stress hydrique.

"En raison des monopoles, les mauvaises idées peuvent perdurer bien plus longtemps que prévu dans le secteur de l'eau", explique David Zetland, professeur adjoint à l'Université de Leyde qui étudie l'économie politique de l'eau. Celui-ci se dit sceptique quant à la capacité du projet Arctic Water Bank à concurrencer les prix du marché pour l'eau du robinet ainsi que le prix du dessalement de l'eau, d'environ 1 dollars pour 1 000 litres aujourd'hui selon l'expert. Guy Alaerts, professeur à l'Institut IHE de Delft pour l'éducation à l'eau aux Pays-Bas, n'est pas aussi catégorique : "Le dessalement est très coûteux en termes d'énergie, donc si l'énergie est chère, alors peut-être qu'il pourrait devenir compétitif d'importer de l'eau à la place (…) Je dirais que ce n'est pas une solution générale au problème de la pénurie mondiale d'eau potable, mais que cela peut fonctionner dans certains endroits en tant que solution d'urgence ou de complément de ressources en eau".

La question du transport de l'eau sera par ailleurs décisive quant à la viabilité du projet.

"Je ne pense pas que quiconque ait évalué l'empreinte hydrique et énergétique des deux options : transporter l'eau ou la dessaler", précise Guy Alaerts.

"Le transport de l'eau du Groenland jusqu'à la côte est des États-Unis, par exemple, n'est pas très long, mais si vous devez l'amener jusqu'en Californie, qui est une région plus sèche, alors vous devez faire le tour du continent, et cela pourrait être trop cher. Je pense que les mathématiques devront être faites au cas par cas".

"Tout le monde pense que le monde est un endroit humide avec quelques déserts, mais d'ici 2050, ce sera différent. Le monde sera essentiellement un endroit sec avec seulement quelques endroits et pays ayant beaucoup d'eau" conclut-il.

Fonte des glaces: les scientifiques se seraient-ils trompés sur la vitesse de la montée des eaux?

De récentes études sur la calotte glaciaire du Groenland mettent en lumière une possible surestimation de l'albédo de la glace par le modèle E3SM v.2, impactant ainsi les calculs relatifs à la fonte des glaces et à la montée des eaux.

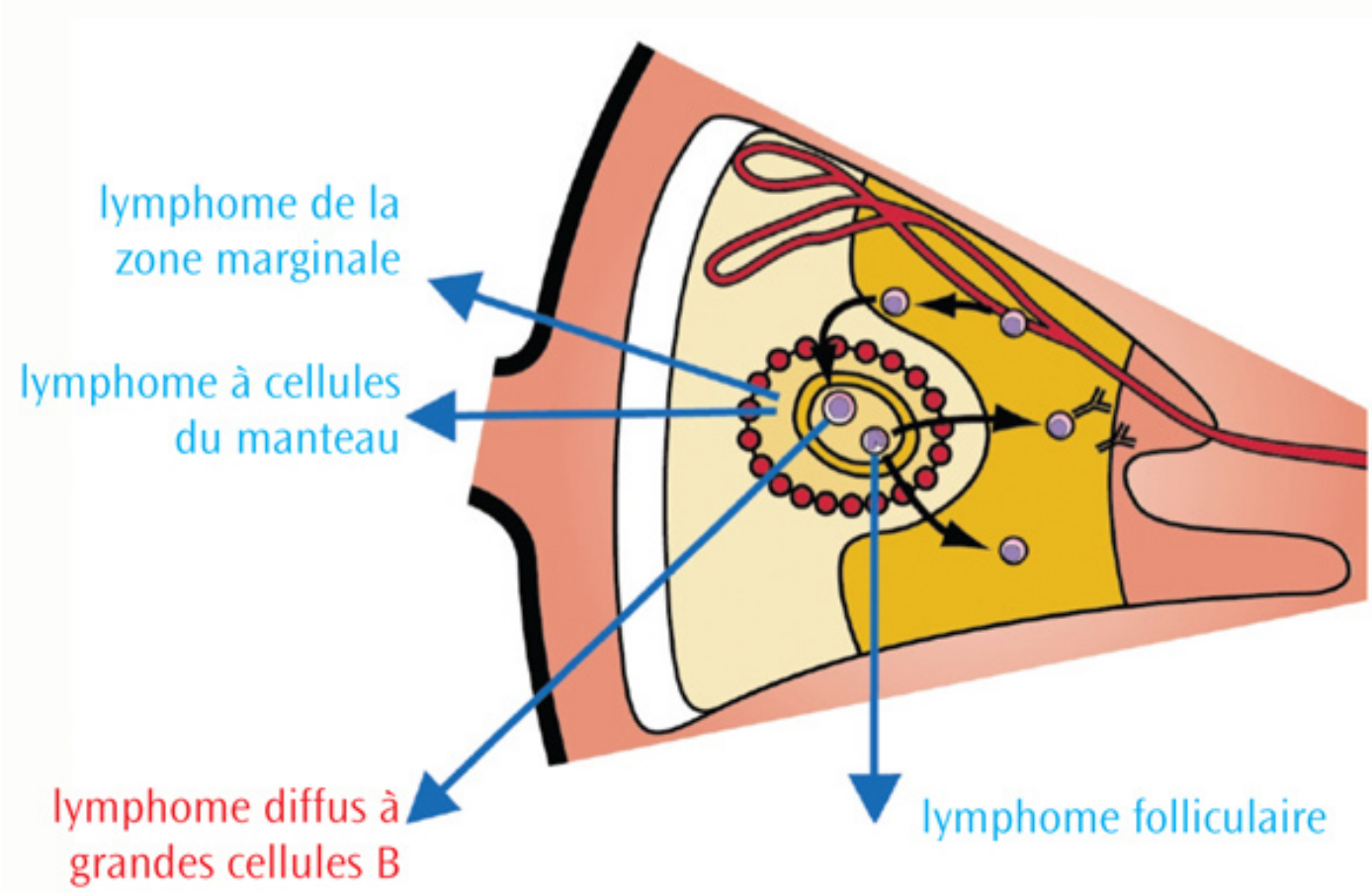
Quel est le point commun entre la tenue à privilégier pour marcher dans le désert, et le "manteau" neigeux arboré par la glace ? Réponse : l'albédo. La part du rayonnement solaire renvoyée par une surface dépend en effet des propriétés physiques de celle-ci, notamment de sa couleur. Que l'on soit Bédouin… ou une planète en surchauffe, mieux vaut ainsi se vêtir en blanc.

Or, pour réaliser des projections sur le climat futur de notre planète, les scientifiques ont besoin de représentations chiffrées du système terrestre. Autrement dit, de modèles. La simplification voudrait que les surfaces gelées, en particulier les glaciers de



montagne et les calottes glaciaires, s'associent à une valeur d'albédo élevée – et constante. Après tout, ne sont-elles pas blanches ?

En réalité, en bordure de ces étendues, la glace est souvent grise car nue, c'est-à-dire dépourvue de neige. Mais également parsemée de "trous" encore plus foncés, correspondant à des lacs. Voire maculée d'algues et de poussières. De couleur plus sombre, ces étendues gelées renvoient alors moins de rayonnement solaire : leur albédo est plus faible, et elles se réchauffent davantage.



Le lymphome "diffus" fait référence à un cancer du système lymphatique.

Lymphome diffus : symptômes, pronostic, qu'est-ce que c'est ?

Un lymphome est un type de cancer qui affecte le système lymphatique. Ce dernier est composé de ganglions lymphatiques, de la rate, et d'autres tissus lymphoïdes, et joue un rôle essentiel dans la défense du corps contre les infections et les maladies. "Les lymphomes se forment lorsque les cellules lymphatiques (lymphocytes) commencent à se développer de manière anormale, explique le Pr Steven Le Gouill, hématologue et directeur de l'ensemble hospitalier de l'Institut Curie. Ils peuvent se développer dans n'importe quelle partie du corps où se trouvent les tissus lymphatiques." Les deux principaux types de lymphomes sont le lymphome hodgkinien et les lymphomes non hodgkiniens.

C'est quoi le lymphome diffus ?

"Le terme "lymphome diffus" fait référence à un lymphome diffus à grandes cellules B (LDGCB), qui est un type de cancer lymphatique, poursuit le médecin. C'est l'un des types le plus fréquent de lymphome non hodgkinien, un cancer qui affecte le système lymphatique. On compte près de 5000 nouveaux cas par an." Dans le lymphome diffus à grandes cellules B, les lymphocytes B, qui sont un type de globules blancs responsables de la production d'anticorps, deviennent anormales et se multiplient de manière incontrôlée. Elles entament ainsi la structure anatomique du ganglion et se propagent. La maladie n'est souvent pas localisée. Ce lymphome peut ainsi toucher plusieurs aires ganglionnaires situés dans différentes régions du corps, par exemple :

Les ganglions lymphatiques périphériques (cou, aisselles, aine, bras...).

Les ganglions lymphatiques médiastinaux situés dans la région médiastinale, entre les poumons, derrière le sternum.
Les ganglions lymphatiques abdominaux, situés dans la cavité abdominale, autour des organes tels que l'estomac, le foie et les intestins.
Les ganglions lymphatiques pelviens, situés dans la région pelvienne, près des organes reproducteurs et du bas-ventre.

Quelles sont les causes d'un lymphome diffus ?

Les causes exactes du lymphome diffus à grandes cellules B ne sont pas clairement définies. "En revanche, il n'y a pas de prédisposition génétique ou héréditaire au développement d'un lymphome diffus." Le risque de lymphome augmente généralement avec l'âge. "Le LDGCB est souvent diagnostiqué chez des adultes de plus de 70 ans, bien qu'il puisse affecter des personnes de tout âge et des deux sexes." Les personnes dont le système immunitaire est affaibli en raison de maladies auto-immunes ou de traitements immunosuppresseurs ont un risque accru de développer un lymphome. "Certaines infections virales, telles que le virus d'Epstein-Barr (EBV) et le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), ont été associées à un risque accru de lymphome." Enfin, une exposition prolongée à certains produits chimiques ou agents toxiques peut être associée à un risque accru de lymphome diffus, bien que ces liens ne soient pas toujours clairs.

Des symptômes très généraux

Les symptômes du lymphome diffus à grandes cellules B sont inconstants
et souvent très généraux. Ils comprennent :
Une fièvre non expliquée
Des sueurs nocturnes excessives, souvent trempant les vêtements de nuit
Une perte de poids significative sans raison apparente
"On peut également constater à l'examen clinique que certains ganglions sont augmentés de volume, notamment dans le cou, les aisselles ou l'aine", atteste le Dr Le Gouill. "Si le lymphome se propage aux ganglions dans la poitrine, cela peut entraîner des problèmes respiratoires. Des douleurs ou des masses abdominales peuvent comprimer les organes."

Le diagnostic doit être confirmé par une biopsie d'un ganglion ou d'un autre tissu affecté

"Le tissu prélevé lors de la biopsie est examiné au microscope par un anapathologiste pour déterminer la présence de cellules cancéreuses, le type de lymphome." Des examens d'imagerie comme un scanner et une tomographie par émission de positrons (TEP) doivent être réalisés pour déterminer le stade, évaluer la taille des ganglions lymphatiques, détecter des masses ou évaluer la présence de lymphome dans d'autres organes. Sur la base de ces informations, l'équipe médicale peut élaborer un plan de traitement adapté au stade et aux caractéristiques spécifiques du lymphome.

Chimiothérapie et immunothérapie en traitement

Le traitement du lymphome diffus à grandes cellules B associe chimiothérapie et immunothérapie. La chimiothérapie demeure le traitement de première ligne pour le LDGCB. Elle implique l'utilisation de médicaments anticancéreux qui visent à détruire les cellules cancéreuses. "En complément, de la chimiothérapie, on associe une immunothérapie ciblant le CD20, une protéine présente à la surface des cellules tumorale, détaille notre interlocuteur. Un anticorps monoclonal anti-CD20 est donc toujours associé à la chimiothérapie pour traiter le LDGCB." Six à huit cycles sont généralement proposés espacés de 15 jours à 3 semaines. Pour les patients réfractaires à ce traitement (environ 20%) ou récidivants, les médecins peuvent proposer une thérapie cellulaire CAR-T (chimeric antigen receptor T-cell). "C'est une approche innovante qui est basée sur la modification certaines cellules immunitaires, les lymphocytes T, du patient qui peuvent alors cibler les cellules cancéreuses."

Quel taux de survie ?

Les taux de survie pour le lymphome diffus à grandes cellules B (DLBCL) varient en fonction de plusieurs facteurs, notamment le stade de la maladie, la réponse au traitement, la santé générale du patient et d'autres caractéristiques individuelles. "Pour des patients âgés de moins de 60 ans, le taux de survie est autour de 85% à 5 ans. Pour des patients âgés de plus de 70 ans, il est de 60%."

Cancer : que signifie la présence d'une "tache" à l'examen ?



A LA SUITE d'un examen d'imagerie médicale (échographie, IRM, Tep scanner), le médecin vous a parlé d'une "tache" ?
Dans le milieu médical, et plus particulièrement en oncologie, la présence d'une tache lors d'un examen d'imagerie - tels que des radiographies, des mammographies, des échographies, des scanners ou des IRMs - peut être anxiogène pour le patient. "Ces anomalies peuvent être découvertes lors d'un examen de dépistage notamment le dépistage du cancer du sein, dans le cadre d'un parcours de suivi de soins oncologiques, ou de manière fortuite lors de la réalisation d'examens dans le cadre d'une autre maladie" précise le Dr Guillaume Le Bihan, oncologue-radiothérapeute. Voilà ce que ça peut vouloir dire.

Une tache au poumon, foie ou cerveau ?

Une "tache" peut être détectée au niveau :
Des os : des taches osseuses peuvent indiquer des anomalies telles que des lésions, des fractures, des infections osseuses (ostéomyélite) ou des métastases osseuses provenant d'un cancer primaire apparu initialement ailleurs dans le corps.
Du foie. "Elles peuvent alors être associées à des masses hépatiques, telles que des kystes, des hépatomes (tumeurs du foie) ou des métastases de cancers provenant d'autres organes."
Du cerveau : "Des taches cérébrales détectées à l'aide de l'IRM ou du scanner cérébral peuvent être liées à des tumeurs cérébrales primaires, des métastases, des lésions vasculaires ou d'autres anomalies."
Les taches peuvent également apparaître au niveau d'autres organes tels que les reins, les organes abdominaux, le tractus gastro-intestinal...

C'est quoi une tache ? Un cancer ?

"Il s'agit d'un terme générique qui ne veut pas systématiquement dire cancer" rassure le Dr Guillaume Le Bihan. Il peut s'agir d'autres anomalies comme :
► Des lésions bénignes : certaines taches peuvent être des kystes, des nodules ou d'autres formations qui ne sont pas cancéreuses. "Par exemple, un simple kyste liquide dans le foie ou un nodule bénin dans le sein peut apparaître comme une tache sur une image médicale."
► Des fibromes (également appelés léiomyome ou fibromyome) : il s'agit de tumeurs non cancéreuses qui se développent par exemple dans le tissu musculaire de l'utérus. "Ces tumeurs sont composées de cellules musculaires lisses et de tissu conjonctif."
► Des lésions inflammatoires telles que des granulomes. "Elles peuvent prendre la forme de masse sur des images, notamment dans les poumons."
La détection d'une tache sur une image médicale peut aussi être interprétée comme une récidive d'un cancer sans forcément être une métastase.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Série humoristique - France 2023 — TF1
R.I.P.

21h00 Série policière - France - 2025 — France 2
La disparue de Compostelle

21h00 Téléréalité — M6
L'amour est dans le pré

21h00 Série dramatique France - 2025 — CANAL+
Validé

20h50 Film d'action — W9
Etats-Unis - 1997
Air Force One

20h55 Film de science-fiction — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 2014
Godzilla

21h05 Série humoristique — 6ter
France
Kaamelott

21h00 Comédie France - 2017 — CINE + PREMIER
Le sens de la fête

21h50 Rugby : Pro D2 — CANAL+ SPORT
Biarritz / Valence-Romans

21h00 Comédie musicale - 2024 — CINE CINEMA
Dans la cuisine des Nguyen

20h50 Comédie — CANAL+ family
Etats-Unis - Australie 2001
Comme chiens et chats

21h25 Film fantastique — TMC
Etats-Unis - 2019
Avengers : Endgame

21h00 la chaine ACTION



Film d'action
(Etats-Unis - Kenya- 2021)

Espèces menacées

Jack Halsey (Jerry O'Connell) et sa famille s'envolent pour un safari au Kenya, espérant tisser des liens et vivre une aventure inoubliable. Accompagné de son épouse Lauren (Rebecca Romijn), de leur fils Noah (Michael Johnston), de leur fille Zoe (Isabel Bassett) et de Billy (Chris Fisher), le petit ami de Zoe, Jack est déterminé à profiter de cette escapade en pleine nature. Cependant, les tensions sous-jacentes au sein de la famille deviennent rapidement palpables. Leur rêve d'évasion tourne au cauchemar lorsqu'ils s'aventurent sans guide dans une réserve sauvage.

22h20
Film de guerre
(Grande-Bretagne - Etats-Unis - 1990)

Memphis Belle

En 1943, le "Memphis Belle", un bombardier américain B-17, vient d'atteindre le record de sorties avec le même équipage. Dennis le pilote, Sinclair le copilote et leurs compères sont attendus aux Etats-Unis.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:49	12:21	14:54	17:12	18:42
CONSTANTINE	05:53	12:26	15:00	17:18	18:48
ALGER	06:07	12:40	15:15	17:33	19:02
OUARGLA	05:53	12:31	15:16	17:34	18:59
CHLEF	06:14	12:47	15:22	17:40	19:09
MOSTAGANEM	06:18	12:51	15:27	17:45	19:14
ORAN	06:21	12:55	15:31	17:49	19:18

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8361 — LUNDI 8 DÉCEMBRE 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	19°	11°
Oran	18°	9°
Constantine	18°	4°
Ouargla	18°	6°

COOPÉRATION MILITAIRE ALGÉRO-RUSSE

La corvette Boikiy fait escale à Alger

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération militaire bilatérale algéro-russe, la corvette «Boikiy» de la Flotte de guerre russe de la mer Baltique a accosté, hier, au port d'Alger, pour une escale d'une durée de trois jours. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Echange d'expertises entre les deux marines.

«Au cours de cette escale, le chef de mission et la délégation qui l'accompagne ont effectué une visite de courtoisie au commandant de la façade maritime centre, au siège de la base navale d'Alger relevant de la 1re Région militaire, où ont été abordées les voies de renforcement de la coopération bilatérale et d'échange d'expertises entre les marines algérienne et russe », lit-on dans le communiqué.

Dans ce cadre, des visites réciproques seront organisées entre des cadres de la Marine algérienne et l'équipage de la corvette russe, permettant un échange de connaissances et d'expériences dans le domaine naval, est-il noté de même source. Et d'ajouter que « des activités culturelles et touristiques seront également programmées au profit des membres de l'équipage du navire russe ». D'après le communiqué, un exercice naval conjoint de type « PASSEX » sera mené en haute mer, avec la participation du patrouilleur hauturier « Al-Moutassadi » de la Marine algérienne et de la corvette russe «Boikiy». Et de conclure : « Cet exercice vise à renforcer l'interopérabilité entre les unités navales des deux pays et à échanger des compétences en matière de manœuvre, de coordination opérationnelle, de communications maritimes et d'opérations de sécurité en mer ».

La coopération militaire entre l'Algérie et la Russie n'est pas nouvelle. Héritière d'une longue tradition remontant à l'indépendance de l'Algérie, elle s'est fortifiée au fil des décennies à travers l'acquisition d'équipements, la formation et l'échange d'expertise. Le Général d'Armée a d'ailleurs tenu à replacer lors d'une rencontre tenue septembre dernier à Alger, la volonté de l'Algérie de diversifier ses partenariats avec « ce pays frère » tout en s'appuyant sur des alliances solides. A titre de rappel, du 14 au 18 septembre dernier, le sous-marin « Novorossiisk » et le remorqueur maritime de sauvetage « Lakov Grebelskii », détachement des flottes russes de la mer Noire et de la Baltique, ont accosté au port d'Alger, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération militaire bilatérale algéro-russe. Lors de cette escale, le chef de mission, accompagné de sa délégation, a rendu une visite de courtoisie au Général, Commandant de la Façade Maritime Centre/1re RM, au siège de la base navale d'Alger. Selon les informations fournies par le MDN, ce type d'escale permettra l'échange d'expertises et la consolidation de coopération entre les marines des deux pays. Il convient de souligner aussi que le Général d'Armée Saïd Chanegriha, avait reçu en audience, le 27 novembre dernier, le Directeur du Service Fédéral pour la Coopération Militaire et Technique de la Fédération de Russie, Dimitri Chougaev au siège du MDN. Ont pris part à cette rencontre des Chefs de Départements et des Directeurs Centraux du Ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) et l'ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, ainsi que les membres de la délégation russe.

Khalil Aouir

LPA 2

Ouverture des candidatures

LE FONDS national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS) a fait savoir, hier, qu'une nouvelle session de candidature est ouverte en vue de l'octroi de logements promotionnels aidés de deuxième génération (LPA 2). C'est ce qu'a annoncé un communiqué du Fonds.

Selon la même source, cette campagne de candidature, lancée par le FNPOS pour une durée de 15 jours, est destinée à toute personne remplissant les conditions d'éligibilité et débutera dès ce jeudi. « Le Fonds national de péréquation des œuvres sociales informe les travailleurs salariés et les retraités affiliés à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) qu'il procède à l'ouverture d'une session de candidature, dans le but de faire bénéficier les demandeurs d'un logement promotionnel aidé de deuxième génération [LPA 2], réalisé par le Fonds [...] à compter du 11 décembre 2025 », a détaillé le communiqué.

Dans ce contexte, la même source invite les intéressés à consulter, en détail, les conditions d'éligibilité, les critères de notation et les sites des logements disponibles, via la plateforme numérique saka.fnpos.dz ou en suivant les pages officielles du Fonds sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook www.facebook.com/fnposalgerie.

Le Fonds a, également, indiqué que les demandes de candidature seront reçues, exclusivement, via la plateforme numérique mentionnée ci-dessus, sans nécessité de déplacement vers les établissements du Fonds. Toujours selon le communiqué, cette démarche s'inscrit dans les efforts tendant à simplifier les procédures administratives, à moderniser les services et à garantir « un traitement transparent des demandes ». « Elle répond, ainsi, aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en matière de numérisation du service public et d'amélioration de la gouvernance du secteur économique », est-il noté de même source.

D'après les informations fournies par le communiqué, le programme immobilier du FNPOS, actuellement en phase de réalisation, prévoit la construction de 2460 logements répartis à travers 24 wilayas. Il s'agit notamment d'Adrar, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, Béchar, Tébessa, Tlemcen, Tiaret, Djelfa, Sétif, Sidi Bel Abbès, Guelma, Constantine, Médéa, M'sila, Ouargla, Oran, El Tarf, Souk Ahras, Tipasa, Aïn Témouchent, Ghardaïa et Timimoun.

Khalil Aouir

PATRIMOINE
Le Sacré-Cœur fait peau neuve

LE MINISTRE des Affaires religieuses, M. Youcef Belmehdi, a donné hier le coup d'envoi officiel des travaux de restauration de la Cathédrale du Sacré-Cœur, en présence du ministre-wali d'Alger, M. Mohamed Rabehi, et du cardinal Jean-Paul Vesco, archevêque d'Alger. Cette visite a été l'occasion de présenter le projet de réhabilitation du monument, véritable symbole de la capitale, avec pour objectif de concilier respect de l'architecture originelle et valorisation patrimoniale. Selon le ministère, les travaux viseront à préserver la mémoire du lieu tout en assurant sa pérennité pour les générations futures. La délégation a ensuite inspecté la mosquée Sidi Mohamed Cherif, dans la haute Casbah, actuellement en cours de restauration. L'opération, menée selon des normes strictes de conservation du patrimoine, vise à restituer au monument sa grandeur architecturale et sa valeur historique. Pour le ministre Belmehdi, ces initiatives reflètent la volonté de l'Algérie de protéger ses trésors culturels et religieux. « Il s'agit de conjuguer mémoire et modernité, de faire de ces lieux des symboles vivants de notre identité historique », a-t-il déclaré. Ces projets s'inscrivent dans une dynamique de valorisation du patrimoine de la capitale, conjuguant expertise technique, respect des traditions et engagement citoyen. Alger, entre histoire et présent, affirme ainsi sa détermination à préserver son héritage tout en le rendant accessible et vivant pour ses habitants et visiteurs.

S. N.

COLLISION ENTRE UN MINIBUS DE TRANSPORT D'ENFANTS ET UN VÉHICULE LÉGER
13 blessées à Médéa

UNE COLLISION frontale entre un véhicule léger de type Renault et un minibus de transport d'enfants a eu lieu hier vers 08h20 sur la RN1, à hauteur du quartier périphérique Ghezarza, à 3 km au nord de Médéa, faisant 13 blessés plus ou moins graves, selon un bilan de la Protection civile. Les victimes, âgées de 18 à 65 ans, ont été secourues sur place et évacuées par la Protection civile vers l'hôpital du chef-lieu de wilaya, où elles ont été prises en charge par le personnel médical et paramédical de l'établissement. Pour les besoins de l'opération d'évacuation, quatre ambulances et un véhicule de secours ont été mobilisés, a précisé la cellule de communication de la Protection civile. Le wali, Djillali Doumi, s'est rendu au chevet des victimes afin de s'enquérir des conditions de leur prise en charge médicale et a insisté pour qu'un accompagnement médical et psychologique approprié leur soit prodigué, précisant que leur état ne suscite pas d'inquiétude.

Nabil B.